

7: Tauxier

FA28 Mossi

ÉTUDES SOUDANAISES

Le Noir du Yatenga

*Mossis — Nioniossés — Samos
Yarsés — Silmi-Mossis — Peuls*

PAR

L. TAUXIER

ADMINISTRATEUR DES COLONIES

[title page]

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE ÉDITEUR

11, RUE VICTOR-COUSIN, 11

1917

[pp. 1-222 not processed]

LIVRE IV

La famille

Nous diviserons l'étude de la famille des Mossis du Yatenga en plusieurs subdivisions :

- 1° Généralités sur la famille ;
- 2° Groupements supérieurs au simple ménage ;
- 3° Le Ménage et la Femme ;
- 4° Les Enfants et l'Éducation ;
- 5° Les annexes de la famille ;
- 6° Les Biens de famille ;
- 7° La Transmission des biens de famille ou Héritage.

D'abord voyons les Généralités qui comprennent à leur tour :

- 1° la composition de cette famille ;
- 2° Le nom ;
- 3° La nature ;
- 4° Exemples.

La famille mossi du Yatenga est une famille à plusieurs étages, si j'ose ainsi dire. On peut envisager d'abord la famille totale, la famille dans toute son extension qui comprend généralement 100 à 150 personnes et plusieurs habitations séparées. Les habitations elles-mêmes comprennent généralement plusieurs ménages. Chaque habitation ne forme pas un tout compact économique, comme le font au contraire bien d'autres habitations soudanaises, et sont divisées en deux ou plusieurs groupes de travail suivant leur extension numérique. Enfin, au-dessous du groupe de travail, se trouve le simple ménage (père, mère ou mères et enfants non mariés). Nous examinerons tour à tour ces groupements.

Nom. — La famille dans sa complète extension, la famille totale se dit boudou en mossi du Yatenga. L'habitation se dit zaka. On emploie aussi pour celle-ci le mot iri qui est surtout employé chez les Mossis de Ouagadougou tandis que le mot zaka est surtout employé au Yatenga. Enfin, pour le ménage, il n'y a pas de mot pour le désigner. Il n'y a pas de mot non plus pour désigner le groupe de travail. On dit : les gens d'un tel (ici le nom du chef de ce groupe).

[p. 223]

Nature de la famille. — La famille d'abord est communautaire jusqu'à un certain point. Toute la famille ne travaille pas ensemble, ni même l'habitation. Cependant le groupe de travail ne se compose pas, généralement parlant, d'un seul ménage, mais de deux ou plusieurs. Nous avons donc affaire à une famille communautaire bien désintégrée. Disons tout de suite que la famille fousé et la famille yarsé que nous décrivons par la suite le sont moins que la famille mossi et que la famille samo l'est encore moins que les familles fousé et yarsé.

Au point de vue patriarcalité ou matriarcalité, la famille mossi du Yatenga est patriarcale, c'est-à-dire que c'est autour de l'homme que tourne la famille et non autour de la femme. Cela est d'une évidence et d'une netteté absolues. Mais quelques indices que nous verrons permettent de se demander si jadis, il y a infiniment longtemps, la famille mossi n'était pas matriarcale. Nous avons relevé dans notre *Noir du Soudan* au sujet des Gourounsi quelques indices de même genre.

En résumé la famille mossi du Yatenga est : 1° communautaire, très désintégrée ; 2° patriarcale.

Exemples. — Donnons d'abord quelques chiffres statistiques. Voici un tableau résumé de recensements sérieux faits parmi les Mossis du Yatenga :

Localités	Familles	Habitations	Nombre de personnes
Diogoré et Lako (petits cantons).	25	78	3.165
Petit canton de Tangay	11	51	1.241
Village de Dio	7	50	842
Totaux.	43	179	5.248

Cette statistique donne en moyenne 122 personnes par famille, quatre habitations ou iris ou zakas par famille et 29 personnes par habitation.

Voici maintenant quelques détails :

Dans le village de Tangay (canton de Tangay) il y a 11 familles mossis. Voici les chiffres pour les personnes qui les composent et les habitations où elles sont :

Familles	Habitations	Nombre de personnes
1 ^{re} famille	1	51
2 ^e famille	6	132
3 ^e famille	2	23
4 ^e famille	6	160
5 ^e famille	3	59
6 ^e famille	5	50
A reporter	13	475

LA FAMILLE

225

Familles	Habitations	Nombre de personnes
Report	23	475
7 ^e famille	9	136
8 ^e famille	3	79
9 ^e famille	8	242
10 ^e famille	4	158
11 ^e famille	4	151
	51	1.241

Cela nous donne une moyenne de 113 personnes par famille, de 5 habitations par famille, de 24 personnes par habitation.

Voici maintenant les villages du petit canton de Lako ou Lago :

Villages	Familles	Habitations	Nombre de personnes
Bô	2	3	89
Boulounsi	1	3	137
Ninga	2	12	146
Piga-Sorodé	1	2	35
Réga	4	17	484
Viré-Sorodé	3	4	242
Diogoré	1	8	352
Lako	7	25	1.457
Touba	3	3	216
Nango-Yarsés (Mossis du village)	1	1	7
Totaux	25	78	3.165

Cela nous donne en moyenne 126 ou 127 personnes par famille, 3 habitations par famille et 40 à 41 personnes par habitation.

Voici maintenant d'autres statistiques :

Villages	Familles	Habitations	Ménages	Nombre de personnes
Lougouri	2	4	48	157
Oula	2	5	43	149
Réka	1	2	3	46
Noungou	2	14	46	233
Ziré	1	3	36	197
Kindiba	7	35	149	736
Diessiré	5	15	49	286
Bissigal	4	17	100	510
Bougounam	8	32	151	999
Totaux	32	127	625	3.313

Cela nous donne en moyenne 103 à 104 personnes par famille, 26 personnes par habitation, 5 personnes par ménage, 4 habitations ou soukallas par famille.

Voici une statistique faite dans le canton de Koussouka et comprenant les villages purement mossis ainsi que ceux qui sont surtout mossis :

Villages	Familles	Habitations	Ménages	Population
Rondo	7	72	148	975
Bouga-Mossis	1	11	23	152
Sékéba	1	9	28	183
Zandoma	3	24	62	344
Tangué	7	26	67	439
Konga-Mossis	3	23	72	483
Iroum	2	63	159	880
Totaux	<u>24</u>	<u>228</u>	<u>559</u>	<u>3.456</u>

Ici l'on compte 144 personnes en moyenne par famille, 15 personnes par habitation et 6 personnes par ménage. Cela fait 2 ou 3 ménages par habitation et 9 à 10 habitations par famille.

Enfin voici une statistique faite chez les Mossis du nord du cercle :

Villages	Habitations	Personnes	Moyenne par habitation	Observations
Boulzoma	1	39 (1)	39	(1) 7 ménages
Aoréma	50	672	13	
Bogoya	29	379 (2)	13	(2) 64 ménages
Yabonsoro	37	494 (3)	13	(3) 74 ménages
Bagayaloro	14	290	21	
Barélogo	17	317	19	
Lilligondé	12	177	15	
Rikou	33	486	15	
Dinghiri	59	725	12	
Dinghila	44	362	8	
Irigué	17	94	6	
Bahn (Mossis)	3	54	18	
Pogoro	38	334	8	
Ninighé	7	75	11	
Séghé	8	111	14	
Tibo	19	228	12	
Totaux	<u>388</u>	<u>4.837</u>	<u>12 à 13</u>	

Ici nous avons 12 à 13 personnes seulement par habitation (et 6 par ménage). Il y a ici une évolution de la famille mossi du Yatenga vers

LA FAMILLE

337

une forme plus désintégrée et dont nous parlerons plus loin aux exceptions.

Si nous faisons la synthèse des statistiques données, nous avons le tableau suivant :

Lieux	Familles	Habitations	Personnes
Diogoré, etc.	43	179	5.248
Oula, etc.	32	127	3.313
Koussouka	24	228	3.456
Nord	?	369	4.609
	<u>»</u>	<u>903</u>	<u>15.626</u>

Cela nous donne en moyenne 18 à 19 personnes par habitation et 121 personnes par famille (1).

Ces renseignements statistiques donnés, examinons en détail les groupements supérieurs au simple ménage qui se divisent en :

- 1° la famille totale ;
- 2° l'habitation ;
- 3° le groupe de travail.

La famille totale. — Comme nous l'avons dit plus haut, la famille

(1) Ce chiffre de 18 à 19 personnes est un chiffre *moyen*. En fait il y a des habitations mossi qui ne comprennent que 3 personnes et d'autres qui vont jusqu'à 100. Pour qu'on puisse mieux se représenter ce qui en est à ce sujet, je donne ci-dessous l'analyse du village de Diessiré (canton de Léba) où il y a 286 personnes et 15 habitations ce qui fait bien en moyenne 19 personnes par habitation. En fait aucune habitation ne contient exactement 19 personnes.

Habitations	Ménages	Personnes
Première habitation	4	24
Deuxième habitation	3	18
Troisième habitation	1	6
Quatrième habitation	3	11
Cinquième habitation	4	23
Sixième habitation	3	17
Septième habitation	1	5
Huitième habitation	3	12
Neuvième habitation	3	12
Dixième habitation	1	6
Onzième habitation	3	13
Douzième habitation	14	81
Treizième habitation	3	18
Quatorzième habitation	6	36
Quinzième habitation	1	5
	<u>49</u>	<u>286</u>

Ainsi nous avons ici :

Habitations à plusieurs ménages (au-dessus de 2)	7
Habitations à plusieurs ménages (deux)	4
Habitations à un seul ménage	4
	<u>15</u>

totale n'habite pas dans la même habitation. Elle est scindée en un certain nombre de zakas ou iris plus ou moins grand (la moyenne des statistiques citées plus haut donne 5). Une de ces habitations est celle du boudoukasaman ou chef de famille qui commande à toute la famille et est en même temps chef de sa zaka propre et chef de son groupe de travail. Comme chef de famille il n'a en définitive que trois attributions :

- 1° Les attributions religieuses ;
- 2° Les attributions judiciaires ;
- 3° Le droit de marier les filles de toute la famille,

Eu tant que chef de famille il n'a pas d'attributions économiques.

Pour les attributions religieuses du boudoukasaman nous les verrons en détail à la Religion (Organisation Sacerdotale). Disons simplement ici que, si c'est le chef de la famille totale qui a les plus grands pouvoirs religieux, les zakasobas ou chefs d'habitation n'en sont pas dépourvus non plus, ce qui contribue à donner une plus grande autonomie à ces sous-familles.

J'emprunte à l'excellente Monographie de Vadier les détails suivants sur le chef de famille et le conseil de famille qui l'assiste, en corrigeant ici et là quelques traits inexacts.

« Le chef de famille ou patriarche, dit Vadier, est la personne la plus âgée de la famille. C'est lui qui en est le chef.

« Il jouit d'une grande autorité sur tous mais exclusivement en ce qui concerne les personnes. C'est à lui seul qu'appartient, après avoir eu le consentement des pères de famille, de donner en mariage les jeunes filles de la famille. C'est également le chef de famille qui règle, assisté du conseil de famille, toutes les petites difficultés qui surgissent entre parents, qui est chargé d'intervenir quand un père ne peut pas se faire obéir d'un de ses enfants ou qu'il ne peut pas parvenir à le corriger.

« C'est lui seul qui doit, au moment des fêtes de famille, sacrifier, pour le bonheur de tous, les animaux que lui apportent ses parents.

« Tous les membres de la famille doivent obéissance au chef de famille. Ils sont tenus également de lui témoigner le plus grand respect.

« Quand l'aîné de la famille meurt, c'est son frère cadet qui devient chef de famille. Quand tous ses frères ont successivement occupé cette fonction, c'est le fils aîné du frère aîné qui est chef de famille après les frères, etc.

« Le chef de famille peut ne pas habiter le même village que toute la famille. Il peut fort bien vivre avec quelques-uns de ses fils ou de ses frères, loin des autres parents, mais ses pouvoirs sont toujours les mêmes.

« A côté du chef de famille, nous avons le conseil de famille qui est formé par tous les hommes et les femmes âgées de la famille. Ce corps n'a aucun rôle bien défini. Il se réunit sous la présidence du chef de famille pour régler toutes les questions de famille. C'est lui qui décidera par exemple s'il y a lieu d'envoyer chez un naba l'enfant incorrigible, qui

interviendra en cas de différends pour une succession, qui s'emparera des biens du prodigue pour ne les lui rendre qu'au fur et à mesure de ses besoins, etc. »

L'habitation. — L'habitation mossi se compose d'un certain nombre de cases ou huttes rondes en terre surmontées d'un toit en paille, et de cases à mil, le tout resserré dans un espace assez étroit avec des couloirs, des corridors, de petites cours, etc. Cet ensemble est entouré d'un mur en terre assez haut (2 mètres) qui fait le tour des huttes ou cases et clôt l'habitation.

Les habitations sont éparses dans la plaine et éloignées les unes des autres de 50 ou 100 mètres. Il y en a de plus ou de moins grandes : les unes de 15 ou 20 huttes et même plus, les autres réduites à 4 ou 5 huttes (1).

Ajoutons que le chef d'habitation se dit zakasoba ou irisoba (de zaka ou iri : habitation et soba : chef, maître). Vadier s'est trompé dans sa Monographie en désignant le chef de la famille totale sous le nom de zakasoba. Le chef de la famille totale est le boudoukasaman. Quant au zakasoba c'est le chef d'une habitation, d'une maison, de ce groupe de huttes et de greniers à mil entouré d'un mur rouge qui constitue un ensemble profondément distinct et isolé dans la plaine mossi.

Cette habitation groupe plus ou moins de personnes, 18 ou 19 en moyenne (sauf exceptions) comme nous l'avons vu plus haut.

L'habitation, au point de vue moral, est une sorte de sous-famille. Ce n'est pas la famille entière, elle ne correspond pas à la famille totale. Cependant elle est très supérieure au simple ménage.

Si la famille mossi du Yatenga était absolument communautaire et parfaitement intégrée, les 100 ou 125 personnes que compte environ une famille mossi habiteraient et travailleraient ensemble. Un degré de communauté moins accentué mais encore très appréciable serait que l'habitation formât un groupement économique compact (et c'est ce qui a lieu chez beaucoup de noirs du Soudan, particulièrement chez les Bobos de

(1) Pour désigner ces habitations on emploie souvent le mot soukala ou sokala qui est consacré par l'usage au Yatenga, dans la région de Ouagadougou, dans celle de Léo, etc., bref dans tout le Mossi et ses dépendances, dans la langue des européens, des fonctionnaires qui habitent le pays. En fait le mot soukala n'est pas mossi, mais mandé. En bambara la hutte se dit so, en malinké sou, et soukala ou sokala veut dire exactement : les murs de la hutte (de kala qui veut dire os et par extension tout ce qui est allongé et entre autre chose les murs, et de so ou sou dont nous venons de voir la signification). Ce mot a été importé ici des bords du Niger à l'époque de la conquête. Il est équivoque jusqu'à un certain point, car si, la plupart du temps, on lui donne le sens d'habitation, des Européens s'en servent aussi pour désigner tout un quartier. C'est ce sens que lui donne Delafosse, *op. cit.*, t. III, p. 126. Quant à moi, dans mon *Noir du Soudan*, je lui ai toujours donné le sens d'habitation, c'est-à-dire le sens que j'ai donné au terme carré ou carrée dans ma Monographie du *Noir de Guinée*. Mais ce mot et les mots analogues qui ne sont pas strictement du pays ou qui n'ont pas une signification absolument nette en français, prêtent à confusion. Nous aurons à revenir là-dessus plus tard.

la Résidence de Léo, les Menkiéras, les Nounoumas, les Kassonfras, etc., et encore chez les Samos du Yatenga comme nous le verrons plus loin) toutes les personnes qui l'habitent travaillant et consommant ensemble sous l'autorité et la direction du chef de maison. En fait, chez nos Mossis du Yatenga, il y a une désintégration plus avancée de la famille. Dans chaque maison il y a des groupes de travail qui varient en nombre d'après l'importance de cette maison, d'après le nombre de ses habitants.

Groupes de travail. — Il faut donc en venir au groupe de travail pour avoir ici le groupement économique réel. C'est ce groupe qui possède les champs communs. Ce ne sont donc pas à proprement parler des champs familiaux ni même des champs sous-familiaux. Ils appartiennent à un groupement inférieur. C'est le chef du groupe de travail qui nourrit tous les gens du groupe la plus grande partie de l'année (sept mois sur douze). En revanche ils lui doivent le plus clair de leur temps pendant la saison des pluies (deux jours sur trois) mais peu de travail pendant la saison sèche. Chaque membre du groupe a aussi son petit champ particulier qu'il cultive le troisième jour, comme nous le verrons plus loin.

Consommation. Repas. — On ne se groupe pas de la même manière pour les repas pendant la saison des pluies et la saison sèche.

Pendant la première, à midi, on mange dans les champs par groupes de travail, mais les hommes et les femmes toujours séparés. Les garçons mangent avec les hommes, les filles et les petits enfants avec les femmes. Le soir on se groupe pour les repas comme pendant la saison sèche.

Pendant la saison sèche, on mange par habitation, par zaka entière, mais en se divisant par groupes : d'abord il y a la grande distinction des hommes et des femmes, puis, si l'habitation est grande, il y a, du côté des hommes, le groupe des vieillards, celui des gens mariés, celui des jeunes gens non mariés. Du côté des femmes il y a aussi trois groupes : les vieilles femmes — les femmes mariées — les jeunes filles. Cela fait donc six groupes, mais il faut ajouter que quand les femmes ne sont pas bien ensemble, chacune mange avec ses enfants dans sa hutte, dans sa case à elle. Dans les petites habitations il ne peut y avoir six groupes : il y a seulement les deux groupes fondamentaux, celui des hommes et celui des femmes.

Pour la préparation de la cuisine, pendant les sept mois où l'on mange le mil du chef du groupe de travail, c'est-à-dire le mil des champs communs (en gros d'avril à octobre), une femme, qui est « de service » pour vingt-quatre heures, prépare la cuisine pour tout le groupe, les autres l'aidant bien entendu, en allant chercher l'eau, en lui pilant le mil, etc. Pendant les cinq mois où l'on mange le mil des petits champs particuliers (novembre-mars) chaque femme prépare la cuisine de son mari. Quand un mari a plusieurs femmes elles ont un tour de roulement pour la préparation de la cuisine.

Comme on le voit, le mode de préparation des repas suit l'ordre de consommation du mil : lorsqu'on consomme le mil commun distribué par le chef de groupe ou par ses soins, on prépare la cuisine par groupe. Pendant le temps où l'on consomme le mil des champs ménagers, la préparation des repas a lieu par ménage. Mais pour la consommation des repas elle se réfère (sauf quand on est dans les champs pour le travail) à une communauté plus large, celle de l'habitation. Mais il y a ici la distinction fondamentale des hommes et des femmes qui ne doivent pas consommer ensemble et qui forment toujours deux groupes pour les repas. De plus, dans les grandes habitations, chacun de ces deux grands groupes se divise en sous-groupes, d'après les affinités naturelles de l'âge. Enfin, pour brocher sur le tout, survient quelquefois l'esprit d'anarchie des femmes qui les mène à sécessionner. On n'a donc pour la consommation comme pour la préparation et comme pour la production que cette communauté très ébranlée qui est la caractéristique de la famille que nous étudions en ce moment.

Exceptions. — Nous en arrivons maintenant au ménage mossi sur lequel nous avons à nous étendre. Mais avant de le faire, il faut dire que la famille telle que nous venons de la décrire souffre des exceptions ici et là.

Il y a d'abord des exceptions dans le sens communautaire, dans le sens de l'intégration, il y a surtout des exceptions dans le sens de la désintégration plus poussée.

Dans le sens de l'intégration ce sont surtout des familles de grands chefs qu'il faut citer : ainsi voici la famille de Gombiraogo, ex-baloum naba, personnage très riche et très important. Il a cinq frères : deux habitent ensemble au village de Kalo; deux de même au village de Bem-béla. Gombiraogo habite à Ouahigouya avec le cinquième. Il possède avec celui-ci 3 zakas où habitent environ 70 ou 80 personnes qui toutes travaillent pour lui, formant un seul groupe de travail sous sa direction (c'est-à-dire que pendant la saison des pluies elles travaillent deux jours sur trois pour lui et pendant la saison sèche exceptionnellement, seulement quand il en a besoin. En revanche il les nourrit selon la coutume sept mois sur douze et ne les habille pas sauf les non mariés).

Ce qu'il y a à remarquer ici c'est la puissance du groupement de travail (70 à 80 personnes) qui fait que celui-ci comprend plusieurs habitations alors qu'en général c'est l'habitation qui comprend une pluralité, une dualité tout au moins de groupements de travail.

Le Baloum-naba actuel, grand ministre, a également deux zakas travaillant pour lui. La famille totale du Baloum-naba n'est d'ailleurs pas groupée à Ouahigouya, mais dispersée dans le Yatenga.

Dans le même sens, le Rassam-naba a une zaka de 157 personnes qui forment un unique groupe de travail sous sa direction. En revanche il les nourrit toute l'année.

Voici encore une zaka de cordonniers de Ouahigouya, comptant environ 100 personnes en tout et 15 ou 20 hommes faits, tous cordonniers. Ils travaillent tous pour le zakasoba qui les nourrit tous. Cette zaka, d'une puissance numérique exceptionnelle, est en même temps absolument intégrée.

Dans le sens opposé nous trouvons dans certaines parties du pays la famille mossi du Yatenga évoluant vers la désintégration complète, c'est-à-dire vers cet état de choses où il n'y a plus en présence que la famille totale d'une part et d'autre part le simple ménage (c'est-à-dire l'habitation ne comprenant plus qu'un seul ménage),

Ainsi dans une tournée dans le canton du Ratenga je note dans le village de Tangué une famille comprenant 110 personnes réparties en 14 maisons ce qui ne fait que 7 à 8 personnes en moyenne par maison. A Kargo (autre village) il y a 5 familles mossi comprenant 22 maisons abritant 181 personnes ce qui fait 8 personnes seulement par maison.

Ici bien évidemment la zaka est réduite au simple ménage qui s'identifie à la fois à l'habitation et au groupe de travail.

Disons cependant que dans tout le Ratenga il y a 4.637 mossis pour 458 habitations, ce qui fait 10 personnes par habitation. 10 personnes par habitation en moyenne, c'est un peu plus que le simple ménage (qui compte moyennement 6 personnes dans le Yatenga) mais ce n'est pas deux ménages. Cela veut dire que les habitations comptent tantôt deux ménages, tantôt un seul. Comme on est ainsi très peu nombreux dans chaque zaka, il n'y a qu'un seul groupe de travail.

Du reste voici l'analyse complète du canton du Ratenga :

Villages	Habitants	Habitations	Moyenne par habitation
Napalra . . .	254	20	13
Ouembatenga .	61	5	12
Alaga . . .	335	22	15
Boulounga . .	197	23	9
Bani . . .	387	30	13
Singuitenga . .	248	18	14
Boudé . . .	69	11	6
Foulgo-Koquin.	22	5	4
Zomkalga . . .	88	12	7
Momoné . . .	86	10	9
Toïsi . . .	100	13	8
Denian . . .	4	1	4
Pinsi . . .	145	13	11
Dologa . . .	110	15	7
Kiédewendé . .	103	10	10
A reporter . . .	2.209	208	142

LA FAMILLE

233

Villages	Habitants	Habitations	Moyenne par habitation
Report	2.309	208	142
Koundi-Bittou.	63	9	7
Yalka	56	4	14
Koumbango.	221	19	12
Kourpellé	167	15	11
Zimtenga	307	39	8
Battenga.	94	11	9
Badnoro	83	10	8
Douré.	96	6	16
Yalgatenga	45	8	6
Bargo.	77	8	10
Lo	127	14	9
Rakcéga-Tenga	33	4	8
Moro-Koquin	37	7	5
Dougouré	41	7	6
Bama.	82	7	12
Kora	99	9	11
Tangué	110	14	8
Minima	113	12	9
Kanion	75	10	7
Toukoulounga	124	4	31
Tempelra	35	6	6
Bauda	162	5	32
Kargo-Mossi	181	22	8
	<u>4.637</u>	<u>458</u>	<u>10</u>

Il en est de même chez les Mossis du canton de Tougo, canton situé au sud-sud-est du Yatenga. Voici en effet la statistique de ce canton pour le nombre d'habitations et le nombre de personnes :

Villages	Habitations	Personnes	Moyenne par habitation
Tibtenga	9	102	11
Béma	96	792	8
Ouembatenga	9	76	8
Rima	63	347	5 à 6
Tougo.	69	937	13 à 14
Lébenga	4	40	10
Danaoua	22	229	10
Rasoumdé.	27	189	7
Mangoulouma	2	28	14
Rikéba	52	545	10 à 11
Totaux	<u>353</u>	<u>3.285</u>	<u>9 à 10</u>

Ce genre de famille des cantons du Ratenga et de Tougo se rapproche beaucoup de la famille mossi de Ouagadougou dans son type ou ses types ordinaires (1) qui sont caractérisés par ce fait que la zaka se confond avec le simple ménage et qu'il n'y a plus en présence que la famille totale et celui-ci.

Ceci nous amène à constater que la famille mossi du Yatenga dans son type moyen, tel que nous l'avons décrit plus haut, est plus massivé, plus communautaire, plus intégrée que la famille mossi de Ouagadougou.

Cela tient, je pense, à ce que les éléments primitifs de la population, les Foulés (éléments premiers, ne l'oublions pas, à Ouagadougou comme au Yatenga) et plus communautaires que les Mossis, sont restés beaucoup plus forts dans le Yatenga que dans la région de Ouagadougou. Tandis qu'en ce dernier lieu les Foulés se fondaient à peu près complètement dans la masse des envahisseurs, au Yatenga ils résistaient beaucoup mieux, ne se fondaient pas avec eux et continuaient à constituer la plus grande partie de la population. Ils ont, dans ces conditions, probablement très influencé la morphologie de la famille mossi, de même qu'ils lui ont donné ses préjugés contre la possession du bétail, etc.

De cette proportion supérieure des éléments communautaires primitifs vient sans doute la différence de constitution de la famille mossi de la région de Ouagadougou et de la famille mossi du Yatenga.

3^e *Le ménage et la femme.* — Nous en arrivons maintenant au Ménage et à la Femme. Nous subdiviserons cette partie en un certain nombre de titres que voici :

1. Promesse de mariage.
2. Personnes dont le consentement est exigé pour que la promesse de mariage soit valable.
3. Cadeaux.
4. Célébration et consommation du mariage.
5. Empêchements au mariage.
6. Question de la virginité.
7. Droits et devoirs du mari et de la femme.
8. Polygamie.
9. Organisation du ménage polygame.
10. Travail des femmes.
11. Le service conjugal.
12. Biens des femmes.
13. Adultère.
14. Divorce.
15. Formalités du divorce.
16. Effets du divorce.

(1) Voir mon *Noir du Soudan*, de la page 544 à la page 553.

17. Psychologie des femmes. La femme amante et la femme mère.

Etudions d'abord la promesse de mariage.

Promesse de mariage. — « Il est d'usage, dit Vadier, que ce soit le père qui donne à son fils la première femme. C'est lui qui effectue les premières démarches et donne les premiers cadeaux exigés. Mais lorsque ce fils est âgé de 17 ou 18 ans au moins ou qu'il est déjà marié, c'est lui-même qui remplit les formalités nécessaires.

« En pratique le fils consulte toujours son père et ne se marie avec une femme qu'il a choisie qu'après avoir obtenu son consentement. En principe le consentement du père n'est pas nécessaire pour que le mariage soit valable. Si cependant le fils passe outre à son autorisation, le père le chasse de sa soukala (habitation) mais le mariage produit tous ses effets.

« La demande en mariage s'effectue sans tenir compte de l'âge de la jeune fille. Celle-ci a généralement 6 ou 7 ans quand elle est demandée, mais il arrive fréquemment qu'elle soit encore au sein de sa mère lorsqu'elle est promise à quelqu'un. Nous voyons donc ainsi qu'il s'écoulera forcément un délai très long entre la demande en mariage et le mariage lui-même.

« Examinons d'abord les formalités de la demande en mariage :

« Le Mossi qui désire soit pour lui-même, soit pour son fils, une jeune fille, va saluer le chef de famille de l'enfant en lui faisant don, suivant son état de fortune, d'un poulet, d'une natte, d'une petite quantité de sel ou bien simplement d'un paquet de bois de chauffage. Il lui fait connaître l'objet de sa visite, en ayant bien soin de ne pas désigner par son nom la jeune fille qu'il désire. A ce sujet, il a eu soin à l'avance d'envoyer un ami commun au chef de famille, qui a averti celui-ci de la prochaine visite qu'il recevrait et qui lui a indiqué la jeune fille qui serait demandée. Le chef de famille, s'il ne veut pas accéder à cette demande, déclare qu'il n'a pas de fille à marier. Par contre, s'il accepte, il dit au solliciteur de revenir à une date ultérieure qu'il fixe et à laquelle il lui promettra la jeune fille. Le demandeur revient au jour dit avec plusieurs camarades apportant du dolo. Ceux-ci serviront de témoins. Devant ces derniers le chef de famille désigne par son nom au demandeur la jeune fille qu'il lui accorde et qu'il lui remettra plus tard comme femme, lorsqu'elle sera en âge de prendre mari.

« Le fiancé se rend ensuite avec les gens qu'il a amenés chez tous les chefs de soukala du village, les salue suivant la mode mossi et leur annonce que tel chef de famille lui a promis en mariage une jeune fille. Tout le village est donc ainsi pris à témoin ».

Personnes dont le consentement est exigé pour que la promesse de mariage soit valable. — « Le consentement de la jeune fille, dit Vadier, n'est nullement nécessaire ; d'ailleurs on dispose d'elle sans lui demander son avis et elle est toujours obligée de devenir la femme de celui à qui on l'a promise, excepté pourtant si son futur mari est lépreux ou aveugle. La

jeune fille doit d'ailleurs ignorer, jusqu'au moment où on la conduit chez son mari, le nom de celui-ci.

« Pour que le mariage soit valable il faut que les personnes suivantes donnent leur consentement :

« 1° Le futur mari. Le consentement de celui-ci résulte des démarches que fait son père ou qu'il fait lui-même auprès de la famille de sa future.

« 2° Le père de la jeune fille. Lorsqu'un Mossi a une ou plusieurs filles et lorsqu'il pense que le moment est venu pour le chef de famille d'en disposer, il avertit celui-ci qu'il peut les promettre en mariage. Le chef de famille ne saurait, malgré ses pouvoirs, fiancer une jeune fille sans que le père de cette dernière lui ait déclaré qu'il pouvait la marier.

« Quand il a choisi un époux, il va trouver le père de la jeune fille et lui fait connaître la demande dont il a été l'objet. Le père peut à son gré accepter ou refuser. Son consentement est absolument indispensable et le chef de famille ne saurait passer outre.

« Le père ne peut disposer de sa fille sans le consentement du chef de famille, sauf dans les cas que nous verrons plus loin.

« 3° Le chef de famille. Le consentement du chef de famille est forcément exigé puisque c'est lui seul qui a le pouvoir de promettre en mariage les jeunes filles de sa famille, sous réserve des dispositions précédentes. Il existe trois cas où le consentement du chef de famille n'est pas indispensable :

« 1° Quand le père de la jeune fille est brouillé avec le chef de famille. Le père seul peut disposer de sa fille.

« 2° Quand le père est dans une extrême misère. Dans cette hypothèse il donne sa fille non promise encore à quelque indigène riche qui, par les cadeaux d'usage, viendra le secourir dans son dénûment car les dons du fiancé vont à la personne qui a promis la jeune fille.

« 3° La première fille, dans un ménage qu'elle soit unique ou qu'elle ait des sœurs, doit être promise par son grand-père maternel et non par le chef de famille ».

Ceci constitue, je crois, un curieux vestige de matriarcalisme et nous reporte sans doute aux temps assurément très éloignés où la famille mossi tournait autour de la tige maternelle et non autour de la tige paternelle.

4° La mère de la jeune fille. « La mère de la jeune fille, dit Vadier, est parfois consultée ; son mari lui demande simplement si elle est contente du choix qu'il a fait, de commun accord avec le chef de famille. Mais sa réponse n'a aucune valeur.

« La mère du fiancé n'a même pas à faire connaître son avis. »

Du moins tel est le principe. En fait la mère de la jeune fille a sans doute quelquefois plus d'autorité réelle que la théorie ne le suppose.

Cadeaux. — La dot n'existe pas dans le mariage mossi. Ceci est un point très important qui différencie les Mossis et même, je crois, les popu-

lations voltaïques en général, des populations mandées comme les Bambaras et les Malinkés où il y a dot et même très forte (je dis très forte, si l'on prend en considération la pauvreté générale des Soudanais). Je n'ai pas assez insisté sur ce point dans mon *Noir du Soudan*, dans le chapitre consacré à la famille mossi, p. 548 et 549. J'ai dit que ce qu'on payait pour avoir une jeune fille chez les Mossis de la région de Ouagadougou allait de la valeur de 1.500 cauris (1 fr. 50) à la valeur de 50.000 cauris (50 francs). En fait ce sont là des cadeaux et non pas une dot.

Mais, s'il n'y a pas de dot proprement dite, les cadeaux jouent un grand rôle.

« Après la promesse de mariage, dit Vadier, le futur mari doit venir tous les ans, après la filikienga, apporter quelques petits cadeaux au chef de famille et à la mère de la jeune fille. Ceux-ci se composent généralement d'un peu de mil, sel, de quelques centaines de cauris, d'une natte ou de deux ou trois sékos grossiers.

« Quant au père, il ne reçoit aucun cadeau, ce qui ne veut pas dire qu'il ne profite pas de ceux reçus par sa femme ou le chef de famille.

« La jeune fille également ne reçoit aucun don. Elle ne doit pas d'ailleurs user des objets ou denrées donnés à sa mère.

« Les cadeaux effectués pendant cette longue période de fiançailles ne doivent pas être de grande valeur. Le futur mari qui apporterait 5 ou 6.000 cauris au chef de famille se les verrait d'ailleurs refuser. Le chef de famille ne manquerait certainement pas de lui dire qu'en lui promettant une jeune fille il a entendu la lui donner comme femme et non la lui vendre. Si le mari insistait, il serait simplement chassé. »

Le mariage n'est donc pas en définitive chez les Mossis considéré comme un achat, au contraire de ce qu'il est chez les Malinkés et les Bambaras, et, en ce sens, il a une dignité plus grande que chez ceux-ci. Malheureusement cette absence de dot permet une rupture facile des liens du mariage qui n'existe pas justement chez les Bambaras et chez les Malinkés où la femme est plus assujettie à ses devoirs. Le ménage est donc moins solide chez les Mossis que chez les Mandés et ainsi le mal sort du bien.

D'une façon générale chez les Voltaïques (Bobos, Gourounsis, Mossis, Habbés, etc.), le lien du mariage est beaucoup plus lâche et beaucoup plus fragile que chez les Mandés (Bambaras, Malinkés, etc.) et cela se relie au défaut de dot sérieuse. Quand il y a dot, la jeune fille est vendue, mais si elle veut s'en aller une fois mariée, comme une dot sérieuse est difficile à rendre, les chefs de famille imprévoyants commençant par la dissiper et les gens plus sérieux l'employant immédiatement à acheter une fille pour un jeune homme de la famille, la coutume s'est formée de s'opposer impérativement à ces demandes de rupture du lien de mariage. Ainsi, si les fiançailles ont plus de dignité chez les Voltaïques, le mariage lui-même a plus de tenue et plus de sérieux chez les Mandés et le ménage plus de solidité.

Revenons aux Mossis.

Notons d'abord que l'offre des cadeaux comporte une certaine élasticité. Un jeune homme riche fera des cadeaux beaucoup plus forts qu'un pauvre. Il ne donnera pas une grosse somme de cauris, mais en vêtements, en denrées (sel, etc.), en animaux, il peut donner en définitive des sommes assez importantes au chef de famille de sa fiancée ou à la mère de celle-ci. En revanche, un pauvre donnera un fagot de bois qu'il vient de ramasser dans la brousse et un coq, et en sera quitte à ce prix.

Quoique la jeune fille ne soit pas vendue, le fiancé ou son père sont tenus de faire les cadeaux prescrits par l'usage.

« Le défaut de faire les cadeaux prescrits par l'usage, dit Vadier, a de grosses conséquences. Examinons les différents cas qui peuvent se présenter.

« I. — Si par négligence, par oubli ou pour cause d'absence (voyage) le futur mari n'effectue pas les cadeaux annuels, il se verra refuser la jeune fille le jour où il se présentera pour la faire conduire chez lui et perdra tous ses droits sur elle.

« Toutefois il reconquerra tous ses droits s'il verse au chef de famille et à la mère de sa fiancée en une seule fois tous les cadeaux qu'il aurait dû faire pendant la période d'absence ou d'oubli.

« Le chef de famille ne saurait refuser ce don collectif et par conséquent s'opposer au mariage.

« II. — Le mari a oublié de faire les cadeaux et ne se présente pas chez le chef de famille quand la jeune fille est pubère.

« A. S'il habite dans le pays, le défaut de se présenter au moment voulu devant le chef de famille est considéré comme un abandon de ses droits sur la jeune fille. Le chef de famille peut alors disposer à nouveau de celle-ci.

« B. Le fiancé est depuis longtemps parti en voyage et est encore absent au moment de la puberté de la jeune fille.

« Le chef de famille fait appeler le frère du fiancé. Il lui offre la jeune fille comme femme. Le frère n'est pas obligé d'accepter. Dans ce cas le chef de famille recouvre tous ses droits sur la jeune fille ».

Célébration du mariage. Consommation. — « Pour que la jeune fille puisse être conduite dans la case de son mari, il faut qu'elle soit pubère (15 ou 16 ans). Généralement on attend même six mois ou un an après qu'elle a été pour la première fois en état de zim. (zim veut dire sang en mossi).

Quant au mari il faut également qu'il ait atteint dix-sept ou dix-huit ans.

Les formalités de la célébration du mariage sont très simples au Yatenga.

Lorsque la jeune fille promise a atteint l'âge de puberté, le mari se rend chez le chef de famille pour la lui demander. Le chef de famille peut lui

dire d'attendre six mois ou un an au maximum, délai que le fiancé est obligé d'observer, mais généralement le chef de famille lui répond qu'il peut faire prendre sa future femme dans quelques jours. Le fiancé lui remet alors un sac et deux peaux de bouc de mil et se retire. Ce mil sert à faire du dolo qui est bu par toute la famille de la jeune fille.

Chaque femme habitant la même soukala fait cadeau à la mère de la jeune fille d'une ou deux calebasses. Le père et le chef de famille lui remettent deux grands paniers. Tous ces objets constitueront en somme le trousseau de la nouvelle épouse.

Au jour fixé le fiancé envoie deux hommes de sa famille, dont l'un est généralement son frère, chercher sa fiancée. Ces deux indigènes se présentent chez le chef de famille avec 13 canaris de dolo. Il y a lieu alors à agapes.

Le père conduit sa fille dans la case aux Ancêtres, égorge un poulet sur la pierre fétiche afin que le mariage futur soit heureux et lui donne alors le nom de son mari.

La jeune fiancée, sous la conduite de deux vieilles femmes de sa famille et des deux représentants de son fiancé, se rend chez celui-ci.

Pendant quatre jours la jeune épouse restera seule avec les vieilles femmes dans une case. Celles-ci, pendant ce laps de temps, lui donneront tous les conseils d'usage et lui montreront la ligne de conduite qu'elle devra adopter pour plaire à son futur époux.

Celui-ci vient tous les jours saluer les vieilles femmes, mais pendant cette entrevue la jeune fille a bien soin de se cacher le visage.

Le troisième jour au soir, le mari fait tuer un mouton, une chèvre, choisit un gigot qu'il met de côté avec la peau de l'animal et avec le restant de la viande fait faire une grande quantité de sarabou. Il porte le tout aux vieilles femmes. Ces dernières distribuent le sarabou entre tous les gens de la famille et conservent soigneusement le gigot et la peau qu'elles porteront le lendemain à la mère de la jeune fille pour lui montrer que celle-ci a bien été remise à son mari.

Le mari fait ensuite conduire sa jeune épouse dans sa case où la consommation du mariage a lieu.

Ce délai de quatre jours n'a rien d'obligatoire. Il arrive fréquemment que la consommation du mariage a lieu le lendemain de l'arrivée de la jeune fille. Parfois aussi elle est retardée de plusieurs jours quand, ainsi que cela arrive parfois, le fiancé, âgé, destine à son fils ou à quelque membre de sa famille, l'épouse qui lui était primitivement destinée.

Le mariage est valable du jour du départ des vieilles femmes qui ont amené la jeune fille dans la soukala de son mari.

La consommation du mariage n'est nullement nécessaire pour la validité de l'union. Si toutefois le mari délaisse pendant trop longtemps (un an par exemple) la nouvelle arrivée, celle-ci pourra alors demander des explications. »

Empêchements au mariage. — « Les empêchements au mariage, dit Vadier, sont les suivants :

I. *Différence de race ou de caste.* — Les Mossis ne peuvent contracter mariage avec les forgerons. C'est là un empêchement absolu. Par contre ils peuvent se marier avec les Foulés, Samos, Peuls, Yarsés, etc. ».

Ceci appelle quelques réflexions. Les forgerons du Yatenga sont de race foulé et non de race mossi. Cependant ce n'est pas une différence de race qui dicte la prohibition dont il s'agit puisque les Mossis peuvent se marier avec les Foulés en général. C'est bien une différence de caste. A noter, comme nous l'avons dit plus haut, que les Foulés ordinaires ne peuvent pas non plus se marier avec les forgerons.

Les forgerons sont ici comme dans tout le Soudan à la fois redoutés et méprisés. Au fond on les tient pour de redoutables sorciers.

« II. *Parenté.* — Il faut qu'il y ait au moins 200 ans écoulés entre l'époque où vivent les fiancés et celle où vivait leur ancêtre commun. C'est également là un empêchement absolu.

III. — Si un Mossi pendant la période de ses fiançailles a des rapports avec une jeune fille ou une femme de la soukala de sa fiancée, le mariage ne peut avoir lieu.

Toutefois cet empêchement n'a rien d'absolu. Si le coupable demande pardon au chef de famille et si celui-ci l'accorde, l'union peut plus tard être contractée. »

IV. *Rapports contre nature.* — Le mariage ne peut avoir lieu : 1° Si le fiancé a été surpris se livrant à l'acte sexuel sur une ânesse (le fait n'est pas très rare au Yatenga) ; 2° Si la fiancée a eu des relations avec un indigène ayant eu lui-même des rapports sexuels avec une ânesse. Ces empêchements sont absolus.

C'est ainsi que les habitants d'un village du Yatenga (Dénia) réputés pour avoir eu jadis des relations avec des ânesses ne peuvent se marier en dehors de leur localité.

V. *Infirmités.* — Si le fiancé est aveugle, le mariage ne peut avoir lieu que si la jeune fille y consent. Nul ne peut la contraindre.

VI. *Lèpre.* — Même chose que précédemment quand le fiancé a la lèpre.

VII. *Impuberté des fiancés.* — Le mariage ne saurait être contracté avant que les deux fiancés soient nubiles. C'est là un empêchement absolu mais qui se présente bien rarement en pratique.

VIII. — La folie d'un des fiancés ».

Question de la virginité. — La virginité de la fiancée n'est pas très importante ici et c'est une remarque à faire qu'elle l'est beaucoup moins que chez les Bambaras. Cela se lie du reste à ce que le mariage est moins solide et à ce que la séparation des époux est beaucoup plus facile. Il y a là un ensemble de faits concordants qui font de l'institution du mariage et du ménage quelque chose de plus sérieux et de plus ferme chez les Bambaras que dans cette région-ci.

Vadier dit à ce sujet : « Le fait pour une jeune fille d'avoir eu avant son mariage des relations avec un indigène autre que son mari n'est nullement un empêchement au mariage.

« Beaucoup de jeunes fiancées ont des amants. Il arrive assez fréquemment même que leur père est obligé d'aller les chercher chez ceux-ci avec lesquels elles se sont enfuies. D'ailleurs cette question ne concerne nullement le mari. Pourvu qu'il ait la femme, le reste lui importe peu. Le cas n'est pas rare où une jeune fille apporte dans la maison de son époux un enfant qu'elle a eu d'un autre indigène. Cet enfant revient plus tard à son père naturel ».

Le tableau est un peu poussé au noir. En fait pères et mères essayent d'empêcher leurs filles, comme ils le peuvent, d'avoir des amants. Ils n'aiment pas les voir aller au tamtam, mais on ne peut guère les en empêcher, et souvent le tamtam, comme les bals champêtres de nos campagnes, cause des accrocs à la vertu des jeunes filles. Si celles-ci ne disent rien, tout va bien. Comme chez les Mossis il n'y a pas d'exposition de pague après la consommation du mariage, on ne voit rien. Si même le mari sait d'avance ou s'aperçoit au dernier moment, il ne dira rien, par honte, pour ne pas se faire moquer de lui. Mais, quand le père amène sa fille dans la case des Ancêtres avant de l'envoyer à son fiancé, souvent celle-ci n'ose pas entrer dans cette case, ayant perdu sa virginité, de peur d'être tuée par les Ancêtres et elle avoue sa faute à son père. D'autres fois elle a le courage ou l'impudeur d'entrer chez les Ancêtres, mais, plus tard, chez son mari, tombée malade, elle verra dans son état une vengeance de ceux-ci pour cette espèce de parjure moral qu'elle aura commis en entrant chez eux en état de faute et elle avouera à son mari ce qu'elle a fait. Dans ces deux cas on s'adresse à l'amant, dans le premier cas le père, dans le second cas le mari, et on lui demande une chèvre, deux canaris de dolo, un poulet. Avec ces divers objets un sacrifice sera offert aux Ancêtres pour leur demander grâce et ils pardonneront alors à la femme et à l'amant. Tout rentrera dans l'ordre.

Quelquefois, comme cela a été dit plus haut, un enfant se trouvera être le fruit de l'amour d'une jeune fille. L'amant ayant été mis à l'amende et les Ancêtres étant satisfaits, le mari acceptera l'enfant avec la fille, mais, dès que celui-ci pourra se passer de sa mère, le mari le renverra à son vrai père, ne tenant pas à le conserver chez lui.

En définitive, la virginité n'est pas strictement exigée de la jeune fille, quoiqu'elle soit considérée comme meilleure et plus respectable que la non-virginité. Les Mossis ne sont pas difficiles sur ce point comme les Bambaras et cela leur est commun, d'après mes renseignements, avec toutes les populations voltaïques.

Notons encore un détail : Si l'amant auquel on demande réparation pour le préjudice causé, c'est-à-dire le paiement de la chèvre, du poulet et des deux canaris de dolo, ne veut pas les donner, le mari s'adressait jadis

au moro-naba qui forçait l'amant à payer ce qu'il devait et de plus lui confisquait pour lui-même, pour son salaire de justicier, une partie de ses biens. Si l'amant n'avait rien, c'était la famille qui payait à sa place. Actuellement on s'adresse encore pour les faits de cette espèce aux chefs de village ou de canton qui forcent l'amant à payer ce qui est de coutume.

Droits et devoirs du mari et de la femme. — Le mari doit aide et assistance à sa femme. Il doit la protéger et prendre sa défense quand il y a nécessité.

L'époux doit entretenir sa femme : pour la nourriture, le mari fait partie généralement d'un groupe de travail, comme nous l'avons vu plus haut. Le groupe de travail nourrit le mari et la femme 7 mois sur 12. Le reste du temps le mari nourrit la femme du produit de ses petits champs. La femme a aussi ses petits coins de cultures particuliers (grands comme un mouchoir) mais ils ne servent pas à la nourriture du ménage, à moins que le mari ne soit complètement démuné. Généralement donc le produit de ces petits carrés de culture va à la femme elle-même.

C'est le mari en tout cas qui doit habiller sa femme et non le groupe ; il le fait sur le produit de ses petits champs.

Dans le cas où son mari, le pouvant, refuserait de l'entretenir, la femme porterait plainte au chef de famille de son époux. Si après l'intervention de celui-ci le mari persistait à lui refuser l'entretien, la femme deviendrait libre et pourrait retourner dans sa famille.

Le mari doit pourvoir à l'entretien de sa femme infirme ou malade jusqu'à sa mort.

La femme doit obéissance au mari. Ce dernier a le droit de la frapper en cas de désobéissance, d'adultère etc. Il ne peut lui casser un membre ni la tuer.

Polygamie. — La polygamie est la règle commune, au moins théoriquement, c'est-à-dire que le Mossi peut avoir autant d'épouses qu'il le désire pourvu qu'il puisse subvenir à leurs besoins.

En fait, les gens riches seuls ont plusieurs femmes. La majorité est monogame par nécessité et il y a même des célibataires. Et, pour le dire en passant, il en est ainsi chez les nègres soudanais en général, car la nature créant partout à peu près autant d'hommes que de femmes, on ne voit pas comment il pourrait se faire que dans un pays chaque homme puisse avoir plusieurs femmes. Cependant, malgré l'existence des célibataires et d'un grand nombre de monogames de fait, la question se pose encore : elle se résout si l'on songe que les filles sont mariées beaucoup plus tôt que les hommes ce qui crée un beaucoup plus grand nombre de femmes « en activité de service », si j'ose ainsi dire, que d'hommes. C'est là sans doute la solution (avec l'existence des célibataires et d'un nombre sérieux de monogames) de l'objection qui se pose naturellement quand on parle de polygamie.

Ajoutez qu'il peut se faire qu'ici le nombre des filles mises au monde soit un peu plus grand que celui des garçons, comme cela a été remarqué par exemple en Angleterre.

Comme chiffres de polygamie, disons que le moro-naba Bango, le dernier qui régna avant l'arrivée des Français, avait environ 80 femmes. Le naba Koboga qui a régné de 1902 à 1914 en avait 30 ou 40. Le Rassam-naba actuel, un des ministres du moro-naba, a 30 ou 35 femmes. Mais ce sont là des chiffres exceptionnels bien entendu si l'on considère la masse mossi du Yatenga. En tout cas les riches, les notables, les gens aisés ont toujours plusieurs femmes.

Organisation du ménage polygame. — « La première femme, dit Vadier, jouit d'une certaine autorité sur ses compagnes. C'est elle qui transmet les ordres du mari à ses autres épouses, qui lui rend compte des desiderata de celles-ci, qui veille à la confection des aliments et qui répartit la nourriture. C'est elle également qui vient déclarer au mari que telle de ses femmes n'est plus en état de zim et qu'elle peut par conséquent satisfaire aux obligations conjugales.

« En dehors de cette prérogative dont jouit la première épouse, toutes les femmes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. En principe chaque femme doit partager à son tour la couche de son mari. Toutefois celui-ci est libre d'appeler pendant la journée l'épouse qu'il préfère ».

Travail des femmes. — Les femmes mossis aident d'abord à la culture. Elles ne défrichent pas, mais elles font tous les autres travaux de culture, en concurrence avec les hommes, pendant l'hivernage. Cependant étant donné la nécessité de faire le pilage des grains, la cuisine et les autres travaux de ménage, elles ne peuvent pas travailler aux champs autant que les hommes. Quand elles sont plusieurs, elles se partagent la besogne : les unes vaquent aux travaux du ménage, les autres vont aux champs. Quand il n'y en a pas assez pour opérer cette division du travail, elles laissent les hommes partir le matin et elles ne vont les rejoindre que vers 10 ou 11 heures avec la nourriture. Après le repas et le repos de midi, elles travaillent avec les hommes, mais elles quittent le champ avant ceux-ci pour vaquer aux travaux du repas du soir. Avant de rentrer au village pourtant, elles vont soigner leurs petits carrés de culture particuliers mais elles n'y travaillent que peu de temps, tandis que les hommes ayant quitté les champs du groupe, s'attardent dans leur petit champ particulier jusqu'à la nuit.

Avec les travaux des champs, les femmes font les travaux de ménage : elles pilent et écrasent les grains. Elles les pilent dans les mortiers et les écrasent sur les pierres à écraser. Nous reparlerons au Mode d'existence de ces mortiers, pilons et pierres.

Elles font la cuisine et confectionnent les différents plats mossis que nous aurons à examiner plus loin. Elles vont chercher le bois dans la brousse et l'eau au puits.

Ajoutons que ce sont les femmes qui cueillent les marrons de karité pendant la saison des pluies et les gousses de néré au printemps (fin mars, avril). Ce sont elles qui préparent le beurre de karité et la farine de néré. Elles font aussi le dolo et, s'il en est besoin, les diverses autres boissons dont nous avons déjà parlé à la Cueillette et sur lesquelles nous aurons à revenir au Mode d'existence.

Avec les travaux de cuisine, les femmes mossi du Yatenga ont les travaux de nettoyage à exécuter. Elles balaient les cases et toute la maison avec des poignées de paille attachées au milieu avec une corde, ce qui forme de petits balais primitifs, sans manche, de 30 ou 40 centimètres de long. Elles lavent le linge, fabriquent le savon. Elles filent le coton, tandis que les hommes le tissent. Enfin ce sont elles qui dament soit le sol des cases, soit les murs avec des claquoirs en bois (silimpandé en mossi au singulier, silimpama au pluriel) après avoir ajouté de l'eau de néré. Nous verrons plus loin, au Mode d'existence (construction de l'habitation) comment se fait cette opération.

Le service conjugal. — La femme doit à son mari l'accomplissement du devoir conjugal.

La femme ne doit jamais s'y refuser, exception faite cependant si elle est indisposée, enceinte ou si elle allaite. On voit qu'il y a chez les Mossis en particulier et chez les Soudanais en général, (car les mêmes coutumes existent à ce sujet chez tous les nègres soudanais), une grande délicatesse. On l'apprécie encore mieux si l'on songe qu'ici les femmes allaitent leurs enfants pendant des deux et trois ans.

« Si, dit Vadier, par pudeur de jeune épousée ou pour tout autre motif, une femme se refusait à son mari, celui-ci userait d'abord de tous les moyens de persuasion en son pouvoir, priant notamment les parents de la femme d'intervenir auprès de celle-ci. Si les exhortations de ces derniers restaient vaines, on userait de contrainte en infligeant une correction à la femme ou en la mettant aux fers. Enfin, si ces mesures ne parvenaient pas à amener l'épouse à composition, celle-ci pourrait être chassée par le mari.

« Le mari en revanche doit à la femme le même service conjugal qu'il est en droit d'exiger d'elle.

« Si le mari ne l'accomplissait pas, par suite d'impuissance ou de maladie ou simplement par suite de mauvaise volonté, l'épouse délaissée ferait part de la situation à la première femme du chef de famille qui en informerait ce dernier.

« Si la conduite du mari était causée par son inaptitude physique, la femme lui serait retirée et serait remise à un de ses frères ou, à défaut, à son parent le plus proche, exception faite de ses fils. Si elle était due seulement à son mauvais vouloir, des représentations seraient faites et si, au bout de quelques jours, on se rendait compte qu'elles sont infructueuses, la femme serait rendue libre de rentrer dans sa famille ».

Ajoutons tout de suite qu'en fait ces cas n'arrivent pour ainsi dire jamais ou sont si rares qu'ils équivalent presque à zéro. Pourtant la coutume les prévoit et nous venons de dire ce qui arrive quand par hasard ils se présentent.

Biens des femmes. — Les femmes peuvent posséder des biens particuliers, nous le savons déjà, biens qui n'entrent pas dans la communauté et qui sont complètement à elles. Les sources de ces biens sont diverses : ce sont tantôt les petits champs des femmes, tantôt le boni qu'elles font sur le mil qu'on leur donne à préparer pour la nourriture et qui, transformé en dolo, est vendu et rapporte des cauris ; tantôt la munificence du mari qui leur donne des bracelets, des bijoux divers. Ces bijoux sont bien à elles une fois donnés et s'ajoutent à ceux qu'elles se procurent avec leurs ressources.

Les biens d'une femme quand elle meurt vont à ses enfants : les objets pour les femmes vont aux filles (bracelets, pagnes), les autres objets (animaux, etc.) vont aux fils. Plus exactement c'est l'aîné des fils qui est avantagé parmi les fils et l'aînée des filles parmi les filles. Quand il n'y a pas d'enfants le mari ne prend rien et ce que laisse la femme va à sa famille, à ses sœurs et à ses frères en première ligne. Le mari, n'ayant pas eu d'enfants de la défunte, aurait honte de prendre ce qu'elle laisse.

Adultère. — La femme doit fidélité à son époux.

Cependant l'infidélité n'est pas très importante car, à moins qu'elle ne soit fréquente, elle n'est généralement pas suivie de rupture. Le mari se contente de frapper sa femme et de la corriger.

Quand la femme s'est enfuie chez un amant, le mari va la chercher. L'amant en sera quitte pour donner un mouton, un poulet (le mouton peut être remplacé par une chèvre) et deux canaris de dolo, tout cela pour le sacrifice aux Ancêtres, afin qu'ils pardonnent à la femme. Celle-ci ne peut rentrer dans la maison que quand le sacrifice a été fait : sans cela les Ancêtres la tueraient. Du reste ceux-ci sont intraitables, plus que le mari assurément, sur le point d'honneur de celui-ci. Si un mari savait sa femme coupable et ne faisait rien, les Ancêtres seraient furieux contre lui et le tueraient : d'où nécessité pour le mari d'agir.

Si le mari ne peut retrouver sa femme enfuie c'est son beau-père qui a le devoir de la rechercher et de la lui ramener.

Jadis, avant l'occupation française, si l'amant ne voulait pas rendre la femme, le père de celle-ci s'adressait au naba, c'est-à-dire au chef de village ou de canton ou même au moro-naba, qui envoyait des cavaliers pour arrêter les deux coupables. Il restituait la femme à son mari et confisquait pour lui-même les greniers de mil et les animaux de l'amant.

Actuellement, depuis l'occupation française, on s'adresse au commandant de cercle et au Tribunal indigène de province pour ravoir sa femme.

Quelquefois, jadis, il arrivait qu'en cas de flagrant délit le mari tuât l'amant de sa femme. Il avait le droit de le faire, mais alors il perdait sa

femme qui devenait la propriété du moro-naba. Quant aux biens de l'amant tué ils devenaient également la propriété de celui-ci.

Le mari, en tout cas, n'avait pas le droit de tuer sa femme en dehors du flagrant délit — sauf cependant le moro-naba et l'aristocratie. Pour le moro-naba quand une de ses femmes le trompait, il la faisait tuer avec son amant. On étranglait les deux coupables avec des bandes de coton. Quant aux nakomsés, aux vrais, car les descendants de naba Rawa ou de naba Yadega ne sont plus considérés comme des nakomsés actuellement et sont rentrés dans la masse du peuple, quant aux vrais nakomsés se rattachant à la royauté depuis naba Nabacéré (1625-1655) ses descendants Pigo (1720-1739) et Kango (1754-1787), ils s'adressaient d'abord, quand une de leurs femmes les avait trompés, au Basi-naba chef des nakomsés, en lui présentant les deux coupables. Le Basi-naba les renvoyait au moro-naba qui faisait étrangler la femme et l'amant. Les biens de celui-ci étaient pour le Rassam-naba, chef des gens du Bingo qui étaient chargés de l'exécution. Il en était de même quand les gens du Bingo (les captifs de case du moro-naba) exécutaient la femme d'un moro-naba et son amant : les biens de celui-ci ne pouvant pas décemment revenir au moro-naba trompé revenaient au Rassam-naba chef du Bingo.

De même que la femme doit fidélité au mari, le mari doit fidélité à sa ou à ses femmes. Mais il y a souvent des accrocs à cette règle et les frasques du mari ont beaucoup moins d'importance que les frasques de la femme. En tout cas l'infidélité du mari n'entraîne jamais la nullité du mariage. Cependant si les femmes n'ont pas le droit de dire grand chose quand leur mari les trompe (pourvu qu'il n'installe pas de concubine au domicile conjugal, cas inexistant du reste) elles ont deux moyens de se venger de lui : le premier est très rarement employé par les femmes mossi du Yatenga. Il consiste à avertir le mari de cette femme avec laquelle leur mari les trompe. Elles attirent ainsi à celui-ci des désagréments plus ou moins sérieux. Si le mari s'est hasardé à faire pénétrer momentanément chez lui une femme qui ne lui appartient pas, il arrive (et cela est plus fréquent) que ses femmes se réunissent, attendent la coupable à la sortie de la soukala et lui administrent une tournée en règle. Le mari ne peut rien leur dire. Lui, il est protégé, pour ainsi dire, par sa dignité de mari, mis en dehors du débat, mais on se venge sur sa malheureuse complice et si on ne lui dit rien à lui, il ne peut rien par contre pour la protéger.

Divorce. — Le divorce existe dans le Yatenga, plus fréquent qu'en pays bambara, pour des raisons que nous avons expliquées plus haut. Voici les principaux cas théoriques qui peuvent se présenter au sujet du divorce. Je les emprunte à Vadier.

« Le divorce existe dans les cas suivants :

1° Par consentement mutuel. Lorsque les deux époux ne s'entendent pas, ils peuvent se séparer. Le cas est cependant très rare et n'a lieu qu'après l'intervention amiable des chefs de famille des deux époux. La

femme garde pour elle les cadeaux que le mari a pu lui faire, si c'est le mari qui a le premier demandé le divorce. Elle les laisse si c'est elle qui a demandé à partir.

2° Injures. — Les insultes adressées au mari par la femme ou inversement ne sont pas un cas de divorce. Si le mari insulte les parents de sa femme le divorce a lieu. La femme garde les cadeaux.

3° Mauvais traitements. — Il est admis que le mari peut frapper la femme pour la corriger, mais si les blessures sont graves ou si le mari bat continuellement sa femme, celle-ci devient libre, mais les cadeaux, moutons, chèvres, bracelets, etc. qu'elle a reçus de son mari restent à ce dernier.

4° Non accomplissement des devoirs conjugaux : 1° De la part du mari. — Si le mari ne cohabite pas avec sa femme celle-ci ne peut rien dire, mais elle est libre d'avoir des amants en dehors de la soukala du mari. Si ce dernier proteste la femme le quitte.

Si le mari est atteint d'une maladie vénérienne, un délai de trois ans lui est donné pour guérir. Après ce laps de temps et dans le cas de non-guérison la femme devient libre.

Si le mari est impuissant il y a lieu, comme dans le cas précédent d'ailleurs, à vérification par le naba ; la femme retourne également dans sa famille. Dans les trois cas la femme gardera les cadeaux.

2° De la part de la femme. — Si la femme se refuse à accomplir ses devoirs conjugaux, le mari peut la chasser et il garde les cadeaux qu'il a donnés.

Si la femme est atteinte de maladie vénérienne, le mari ne peut la reprendre.

5° Infidélité. — L'infidélité du mari n'est pas un cas de divorce. L'infidélité de la femme, par contre, est un motif suffisant pour l'annulation du mariage. Les cadeaux restent au mari.

6° Manque d'entretien. — Si le mari refuse de pourvoir à la nourriture et à l'entretien de sa femme, celle-ci peut demander le divorce, mais elle doit abandonner à son mari les cadeaux qu'elle a reçus de lui.

7° Relations coupables de l'un des époux avec des animaux ou avec une personne accusée d'avoir eu des rapports avec une ânesse.

8° Inceste. — En cas d'inceste de l'un des époux, l'autre a le droit de demander le divorce. Les cadeaux restent au mari si la femme est coupable. Celle-ci les emporte si c'est le mari qui a commis l'inceste.

Voilà les principaux cas théoriques qui peuvent donner lieu au divorce. Revenons d'abord sur l'un d'eux : non accomplissement des devoirs conjugaux de la part du mari. Les effets qu'en note Vadier semblent en contradiction avec ceux que nous avons notés plus haut nous-même (service conjugal). En fait il n'y a pas contradiction : quand un mari ne remplit pas le service conjugal envers sa femme, cas du reste très rare, ou bien la femme n'a qu'à se louer de son époux sous tous les

autres rapports ou bien il est méchant, mauvais et elle en est mécontente en dehors même du grief dont il s'agit. Dans le premier cas elle prend un « bon ami » en dehors de l'habitation de son mari, liaison sur laquelle celui-ci ferme volontairement les yeux et elle ne demande pas le divorce. Dans le second cas elle le demande. Voilà, en fait, comment se dénoue la situation.

Parmi les cas de divorce énumérés par Vadier, les plus fréquents, ou les moins rares plutôt, sont : 1° l'infidélité continuelle de la femme, je dis continuelle car, comme nous l'avons déjà fait remarquer, quoique une seule infidélité de la femme autorise en principe le mari à demander le divorce, en fait on ne renvoie jamais sa femme pour un seul accroc au contrat de mariage : on se contente de la battre. Mais si la femme s'obstine à tromper son mari, alors celui-ci finit par la renvoyer ; 2° les insultes que peuvent s'adresser entre eux dans un moment de colère le mari et la femme ne comptent pas, mais, ce qui est grave, ce sont les insultes du mari aux parents de la femme ou de la femme aux parents du mari. (Du reste cette susceptibilité pour leurs parents n'est pas spéciale aux Mossis. Elle est commune à tous les nègres soudanais que j'ai vus, Bambaras, Malinkés, etc.). Donc, si le mari insulte les parents de la femme, celle-ci peut demander le divorce. En fait une femme qui aime son mari ne rapporte pas à ses parents les injures que, dans un moment de colère, celui-ci a pu proférer contre eux. Elle ne dit rien et ne demande pas le divorce. Mais, si elle a d'autres griefs contre son mari ou désire secrètement la séparation elle s'empressera de profiter de ce motif qui est considéré comme grave. Pour les insultes de la femme aux parents du mari (cas rare, comme le précédent, chez les Mossis), il en est de même : ou le mari aime sa femme et il ne dit rien ou il ne l'aime pas et il en profite pour se débarrasser d'elle.

Quant aux autres cas de divorce, ils se présentent très rarement, plus rarement que les précédents.

Formalités du divorce. — « Il n'en existe pas, dit Vadier. Le mari rend compte à son chef de famille et au père de sa femme de la décision qu'il a prise. La femme avertit également son père et son chef de famille.

« En cas de contestation, quand les choses ne s'arrangent pas à l'amiable, le naba intervient et reste souverain juge ».

Effets du divorce. — « 1° Quant aux biens. Chaque épouse, dit Vadier, garde les biens qui lui sont propres. Nous avons vu au Paragraphe précédent ce qu'il advenait, pour chaque cas, des cadeaux remis par le mari à sa femme.

« En ce qui concerne les cadeaux qui furent faits par le mari au chef de famille ou à la mère de la jeune fille, il ne saurait, en aucune hypothèse, être parlé de leur restitution.

« 2° Quant aux époux. Les époux deviennent par le divorce absolument libres. Ils ne sont plus tenus à aucune obligation l'un envers l'autre.

« Ils peuvent par la suite se remarier ensemble.

« 3^e Quant aux enfants. Un grand principe règle la question : les enfants appartiennent à leur père et doivent par conséquent rester avec lui.

« L'enfant en bas âge part avec sa mère, mais il devra revenir habiter chez son père lorsqu'il aura trois ans, si c'est un garçon, six ou sept ans si c'est une fille.

« La femme divorcée ne peut revenir dans la case même de son mari pour voir ses enfants. Elle pourra toutefois aller chez le chef de famille de celui-ci où ses enfants, avec l'autorisation du mari, pourront se rendre. Le naba peut passer par dessus l'autorisation du père.

« Les enfants pourront, avec le consentement paternel, aller voir leur mère chez elle ».

Comme le dit Vadier, un grand principe domine en effet les conséquences du divorce quant aux enfants : comme chez la plupart des Soudanais, ils vont au père. Celui-ci s'est marié pour avoir des enfants. La femme peut s'en aller, se dérober à son rôle essentiel de génitrice pour le mari, de génitrice au profit du mari, mais les enfants restent à celui-ci. Ce point est très important et mérite d'être bien noté.

Psychologie des femmes. La femme amante et la femme mère. — Les femmes mossis aiment plus leurs enfants que leur mari. Quant à leur famille, elles l'aiment beaucoup, mais aiment autant leur mari que leur famille, si elles aiment leur mari. Si elles n'aiment pas celui-ci, elles aiment naturellement leur famille infiniment plus.

Nous verrons en étudiant la vie des enfants que les filles mossi sont excisées à neuf ou dix ans. Cette barbare opération enlève naturellement aux femmes une grande partie de leur sensibilité sensuelle. La négresse est donc génitrice plutôt qu'amante. On ne peut pas dire d'elle comme de la maîtresse du poète latin : *crispam... docta movere latet*. Elle est passive en amour et se contente de s'abandonner sans résistance à l'ardeur de l'homme.

La moralité des femmes mossis est certainement plus lâche que celle des Européennes (je compare naturellement la femme mossi à l'honnête femme de nos sociétés occidentales). On a vu plus haut que l'accroc à la virginité avant le mariage n'était pas rare, et était supporté assez indulamment par la coutume. De même l'adultère est fréquent et est puni d'une façon toute paysanne et rustre : on frappe la femme et on lui pardonne. Bref les mœurs sont certainement moins sévères que dans nos pays. Mais la prostitution en revanche n'existe pas. Et ceci est un grand avantage moral. Bref, la division du travail dans le domaine sexuel comme dans les autres domaines, est beaucoup moins poussée chez les Mossis du Yatenga que dans les civilisations très évoluées de nos pays européens et occidentaux. Il en est de même chez les autres Soudanais.

Nous en arrivons maintenant aux *Enfants et à l'Education*. Nous examinerons tour à tour les matières suivantes :

1. De la filiation.
2. Théorie de la naissance.
3. Comment sont accueillis les enfants.
4. Avortements.
5. Accouchements.
6. Baptême.
7. Phénomènes. Jumeaux.
8. Allaitement.
9. Grigris d'enfants et tatouages.
10. Jeux des enfants.
11. Education familiale.
12. Education des enfants entre eux, associations.
13. Travail des jeunes gens.
14. Droits et devoirs des parents envers leurs enfants.
15. Devoirs des enfants avec leurs parents.
16. Circoncision.
17. Excision.
18. Après la circoncision.
19. Emancipation et majorité.
20. Tutelle.
21. De l'adoption.
22. De l'interdiction.

Commençons par la filiation.

De la filiation. — « Le Mossi, dit Vadier, distingue trois sortes de filiations :

- 1^o la filiation légitime ;
- 2^o la filiation naturelle ;
- 3^o la filiation incestueuse.

Quant à la filiation adultérine, elle est considérée absolument comme la filiation naturelle.

La durée de la gestation est de sept à douze mois. L'enfant conçu en dehors de ce laps de temps est considéré comme enfant naturel. D'ailleurs il suffit qu'une femme déclare à son mari que l'enfant qu'elle porte dans son sein n'est pas de son œuvre pour que le mari le renie.

L'enfant naturel ou adultérin, lorsqu'il atteint suivant son sexe l'âge de trois ans ou de six ans, est confié à son père naturel. Cet enfant conservera malgré ce départ ses droits à la succession de sa mère.

La filiation incestueuse n'existe pas, ou plutôt elle n'a pas le temps nécessaire pour créer des obligations et des droits. D'après une coutume barbare l'enfant incestueux est en effet mis à mort dès sa naissance par les femmes qui assistent à l'accouchement.

Il y a inceste entre ascendants et descendants à n'importe quel degré : frère et sœur, oncle et nièce, neveu et tante et leurs ascendants et descendants directs ; beau-père et bru ; gendre et belle-mère.

Lorsqu'il y a inceste les coupables sont chassés de leur famille et du Yatenga et le naba leur confisque tous leurs biens. »

Théorie de la naissance. — Les Mossis croient que quand une femme est enceinte, c'est l'âme d'un ancêtre qui revient en elle. Nous reparlerons plus loin à la Religion de cette explication animiste de la naissance.

On remarque du reste, toutes les fois qu'on le peut, des ressemblances entre quelque ancêtre que l'on a connu et l'enfant et alors on dit que c'est cet ancêtre-là qui s'est réincarné dans la femme.

Comment sont accueillis les enfants. — Les Mossis sont très contents d'avoir des enfants et veulent absolument en avoir. D'ailleurs c'est tout bénéfice pour eux puisque les enfants travaillent dès 7 ou 8 ans, puisqu'ils feront les sacrifices pour eux quand ils seront morts, puisque les filles par leur mariage rapportent des cadeaux à la famille. Plus on a d'enfants, plus on est content.

« Dans ces conditions, dit Vadier, une femme stérile est fort mal vue de son mari et peu considérée par les voisins. Pour vaincre cette stérilité quand elle existe, les deux époux font appel aux dieux. Ils se rendent tous les deux chez le tengasoba ou chef religieux du village avec un poulet, une chèvre ou un mouton, suivant leur fortune. Le tengasoba égorge l'animal sur une pierre spéciale, recueille son sang et le fait bouillir dans un récipient, avec différentes écorces d'arbres possédant certaines vertus.

« Cette préparation est remise ensuite à la femme qui doit la mélanger avec son sarabou. Si plus tard les deux époux ont un enfant, ils devront, sous peine d'attirer sur eux la vengeance de la divinité, la Terre-en-l'espèce, faire don au tengasoba de 3.000 cauris s'ils ont obtenu un garçon, 4.000 cauris si c'est une fille qui est née.

« Les tengasobas combattent encore la stérilité en égorgeant l'animal dans le bois sacré (kango). »

Avortements. — Cependant les avortements ne sont pas inconnus. Quelquefois les femmes mossis se font avorter en cas de grossesse illégitime arrivée en l'absence du mari. De plus les avortements sont assez fréquents chez les filles-mères. Pour cacher leur faute, elles font appel aux tipas ou aux timisobas (fabricants de grigris, médicaments et poisons) qui leur donnent un breuvage *ad hoc* dont ils ont le secret.

Ces pratiques sont très mal vues par les Mossis, naturellement. Les femmes mariées qui s'en rendent coupables sont chassées par leur mari. De plus, si une femme meurt des suites d'un avortement, son mari manifeste plutôt de la joie, déclarant que la défunte a reçu le juste châtiment de sa faute. Enfin le mari allait jadis, après la mort de la coupable, trouver le moro-naba pour lui dénoncer l'amant. Le naba confisquait tous les biens de ce dernier.

Accouchement. — La femme enceinte chez les Mossis riches est entourée de certains égards. Elle ne travaille plus à partir du troisième mois

de sa grossesse, si c'est la première fois qu'elle est enceinte, à partir du sixième mois si elle a déjà eu des enfants. Chez les gens ordinaires la femme travaille jusqu'à sa délivrance. La femme mossi est dure aux douleurs de l'enfantement et sans nerfs, comme les autres soudanaises.

Souvent les Mossis vont consulter le бага quand leur femme est dans une situation intéressante pour savoir quels sacrifices il faut faire pour que l'événement aboutisse à bien. Le бага indique, à sa façon ordinaire, tel ou tel sacrifice. De plus il pronostique aussi, sur demande, si l'on aura un garçon ou une fille.

Si la femme enceinte a été effrayée par un mauvais esprit (kinkirga), elle fait venir le tipa qui lui lave le corps avec un liquide préparé spécialement, ou, plus simplement, lui donne de violents coups de tarakanré (sandales en peau de bœuf, dont nous avons parlé plus haut) sur la tête, pour chasser le mauvais esprit.

La femme mossi ne doit accoucher que dans sa case à elle. Elle considérerait comme une honte si l'enfant naissait dans la case particulière de son mari.

Lorsqu'une femme accouche, elle fait sa confession aux vieilles femmes qui l'assistent, de peur de trop souffrir ou de ne pas bien accoucher si elle n'avoue pas les fautes commises. Les vieilles femmes vont les rapporter au mari qui dit : « C'est bien, je savais tout cela » et lui pardonne. Ce sont en définitive les tourments de l'accouchement qui sont mis à profit par les vieilles femmes pour confesser la patiente.

Chez les Mossi il y a des accoucheuses (pougourorosa en mossi). Elles sont payées par le mari, mais ce n'est pas proprement un salaire qu'elles reçoivent, mais un cadeau : morceau de sel, pague, etc. Si on ne leur donne rien elles ne peuvent rien réclamer et ne réclament rien.

En dehors de l'accoucheuse, les vieilles femmes de l'habitation où du quartier ou du village viennent assister la patiente.

Pour l'accouchement même, la femme mossi se met à quatre pattes, les deux bras tendus à terre, le corps légèrement incliné de la tête aux reins, dans la posture ordinaire pour saluer ou se tenir devant un chef. Derrière elle se tient l'accoucheuse.

Quand l'enfant est né, les femmes qui sont là font chauffer un bouillon très fort, au piment, au soumbara, etc., qu'elles font avaler à l'accouchée et qui est destiné à activer la sortie du sang et de toutes les matières impures. Après cela la femme est lavée à l'eau chaude. On lui frotte, aussi, vigoureusement les reins, pour qu'elle ne se sente pas de ce côté-là des efforts faits pour l'accouchement. L'enfant de son côté est également lavé à l'eau chaude, puis placé sur une natte dans une espèce de nid fait de vieux pagnes et de morceaux d'étoffes diverses. On couche alors la femme sur la natte à côté de l'enfant et celui-ci peut désormais être allaité. Notons pourtant une dernière cérémonie : avant que la femme donne le sein, on lave l'enfant au dolo, particulièrement l'intérieur du

nez et l'appareil génital, car les Mossis, comme les Bambaras, sont persuadés que le lait de la femme a un effet nocif sur ces deux parties du corps de l'enfant. Si celui-ci en tétant respirait du lait par le nez, cela, parait-il, lui ferait pourrir l'intérieur de l'organe. De même si quelques gouttes tombaient sur son appareil génital, celui-ci en pâtirait. Le dolo prévient ces lamentables accidents.

La femme, au bout de trois jours, sort de l'habitation et va rendre visite aux vieilles femmes qui l'ont assistée et les remercier. Au bout d'une quinzaine ou d'un mois, elle reprend le travail habituel.

Les femmes mossi et fousé du Yatenga portent sur le dos leur enfant, à la manière des autres soudanaises, en le tenant dans un pagne qu'elles attachent et nouent par devant sur les seins.

Baptême. — Aucune fête n'a lieu à l'occasion de la naissance. Environ un mois après celle-ci, l'enfant est baptisé. Un des membres âgés de la famille autre que le père et la mère choisit son nom. Le parrain tiendra compte pour adopter celui-ci d'un événement important ou non, qui s'est passé pendant le temps de grossesse de la mère. Si cette dernière a eu peur d'un cheval, l'enfant s'appellera Oueyfo. Si, par mégarde, elle a écrasé un poulet, le nouveau-né se nommera Noga. Si l'on a sacrifié pour l'enfant futur à la colline, celui-ci s'appellera Tenga; si l'on a sacrifié à un calicédrat l'enfant s'appellera Kouka, etc., etc.

Notons que la plupart des noms propres des Mossis, hommes ou femmes, sont des noms de légumes, d'arbres, d'animaux, etc., c'est-à-dire exactement ces noms par lesquels on essaya en France en 1793 de remplacer les noms propres traditionnels.

Ce qui est assez curieux c'est que le nom de famille n'existe pas. Quand on veut préciser la personnalité de quelqu'un on dit : un tel (ici le nom propre) fils d'un tel (ici le nom propre de son père). Ou bien, dans une habitation où il y aura deux hommes du même nom, on s'en tirera par un surnom pour les distinguer : on dira par exemple Tenga le grand et Tenga le petit. Quant au sondogo mossi (au pl. sondéré) qui est le diamou bambara, c'est un nom de clan (nous reviendrons sur le clan) et non pas un nom de famille. Ouidiraogo, par exemple, qui est le nom de clan le plus répandu dans le Mossi, est commun à d'innombrables familles.

Quant au nom personnel, propre de l'individu, il est assez changeant et variable car souvent un individu ne répond pas à un seul nom mais à deux ou trois : le nom que lui a donné son parrain, le nom que lui donne sa mère, le nom que lui donnent ses amis, le nom que lui donne le voisinage. Le noir, d'une part, aime à dissimuler son nom, d'autre part en change ou semble en changer avec une extrême facilité. Nous avons déjà vu que les moro-nabas en arrivant sur le trône changent leur nom propre en un nom officiel et qu'on ne doit plus désormais prononcer le premier. Les Mossis qui s'engagent comme tirailleurs (et cela est vrai de tous les Soudanais) ont une tendance à ne jamais s'engager sous leur vrai nom,

toute espèce d'idée préventive de désertion mise à part. Ils donnent le nom de leur village ou celui de leur race ou le nom d'une race voisine ou tel nom qui leur plait. En un mot il ne faut pas chercher chez le noir la même conception du nom que chez l'Européen : l'Européen a un nom (nom propre, nom de famille) et c'est fini : il est inscrit, étiqueté, classé. Il ne peut plus s'en débarrasser. Son nom fait corps avec lui. Le noir est trop primitif pour être arrivé à cette discipline sociale. Il déroge sa véritable personnalité sous des noms changeants auxquels il ne veut pas s'enchaîner.

En résumé le Mossi et le Foulé du Yatenga ont : 1° un nom personnel, un petit nom ou nom propre, comme on dit en français, doublé d'un certain nombre de noms ou de surnoms qui font double emploi avec celui-ci ; 2° on dit un *tel fils d'un tel* quand on veut désigner la personne sans qu'il y ait confusion avec un autre portant le même nom personnel. Avec ces deux désignations on se trouve avoir le nom propre et le nom du père sans avoir à proprement parler de nom de famille, celle-ci débordant bien le ménage, comme nous le savons. 3° si le nom de famille n'existe pas, il est remplacé par un nom de clan qui déborde à son tour de beaucoup la famille. On a donc plus et moins que le nom de famille, sans avoir absolument l'équivalent.

Phénomènes. Jumeaux. — Les enfants phénomènes effrayent les Mossis. La mère ne leur donne pas à téter et les condamne ainsi à une mort rapide.

Les enfants nés de l'inceste sont mis à mort.

La naissance de deux jumeaux est de bon augure quand ils sont de sexe différent. Mais, s'ils sont de même sexe, c'est un signe de la mort prochaine du père si ce sont deux filles ou de la mère s'ils sont de sexe masculin. Pour conjurer le sort on fait le sacrifice d'un poulet.

Allaitement. — Lorsqu'une femme ne peut allaiter son enfant on fait appel à une autre femme de la famille comme nourrice ou, plus simplement, on fait téter une chèvre à l'enfant. Mais ces deux cas sont très rares.

Grigris d'enfants et tatouage. — Pour protéger l'enfant de la maladie ou des accidents, on lui met au cou, environ deux mois après sa naissance, un collier auquel est attaché un grigri contenant de la cendre de différents arbustes.

Deux ans et demi ou trois ans après sa naissance, l'enfant est tatoué. Ce sont de vieilles femmes qui sont chargées de cette besogne. Elles tracent des cicatrices sur le visage de l'enfant à l'aide d'un petit couteau effilé et recourbé à son extrémité. Après quoi elles mettent sur les plaies, pour arrêter l'écoulement du sang, une mixture composée de beurre de karité et de poussière de charbon.

Le tatouage est le même pour tous les Mossis du Yatenga sans distinction de rang. Il consiste en trois cicatrices verticales sur chaque joue, une oblique de chaque côté de la face allant du coin compris entre l'œil et le nez jusqu'au bas de la joue, et deux ou trois petites sur le milieu du front.

L'enfant tout jeune. — La mère porte son enfant sur le dos, comme dans tout le Soudan, enveloppé dans un pagne qui se noue par devant, sur ou sous les seins. Elle se promène ainsi partout et travaille, pile le mil, etc. avec l'enfant sur le dos.

Quand elle veut lui donner à téter, elle le met sur le côté, à cheval sur sa hanche, et le soutenant d'un bras.

Elle ne pose l'enfant à terre que quand elle est dans sa case ou quand elle lui apprend à marcher.

A deux ou trois ans l'enfant cesse de téter et on le met à terre.

Jusqu'à quatre ou cinq ans les enfants courent dans l'habitation et autour. A cet âge ils commencent à sortir dans la brousse tout seuls et jouent alors avec les autres petits garçons.

Jeux des enfants. — Nous traiterons ce sujet au Mode d'existence (hygiène, sports, jeux).

Education familiale. — Les enfants, dès qu'ils ont cinq ou six ans, vont avec le grand frère garder les chèvres dans la brousse. Ils vont aussi chercher du bois à brûler, de la paille, etc. C'est quand ils ont neuf ou dix ans qu'ils commencent à manier le daba. A onze ou douze ans ils travaillent déjà comme des hommes.

Les filles restent avec leur mère, allant chercher de l'eau avec elle, apprenant à piler le mil, à faire la cuisine, etc. A partir de huit ou neuf ans on leur apprend à filer le coton.

Les garçons couchent dans la case de leur mère jusqu'à la circoncision, c'est-à-dire jusqu'à 13 ans environ. Ensuite ils couchent dans une case spéciale, qu'on appelle kombarogo, avec tous les autres garçons circoncis de l'habitation. Les filles couchent dans la case de leur mère jusqu'au mariage.

Les petits garçons s'appellent les kondibili kirisé ou biribili kirisé ou komkirisé (au singulier komkiriga). Les petites filles sont les kompougouli kirisé ou bipougouli kirisé. Les grandes filles sont les kompougouli bédà ou bipougouli bédà. Les grands garçons, les jeunes gens (ils sont considérés comme tels une fois circoncis) sont les rasamba (au singulier rasanga). Les jeunes filles sont les pourousada ou pougousada (au pluriel pourousadaba).

Education des enfants entre eux. Associations. — Les enfants mossis forment des associations entre eux. On appelle celles-ci nam (ce sont les tons ou flambolos bambaras). Il y a une association pour les garçons et une pour les filles dans les petits villages. Dans les grands villages, comme par exemple Ouahigouya, ces associations se font par quartier.

Chaque société a son chef et ses grands dignitaires : son moro-naba qui la commande et ses quatre ministres. Pour les filles, il y a aussi la pourousada-moro-naba et les quatre ministresses.

Ces sociétés sont d'amusement, de beuverie, de tamtam et de danse.

Chaque associé doit fournir un certain nombre de cauris : les chefs en

donnent 2 ou 300, les simples rasambas 100, les kondibili 50, les kondibili-kirisé 30. C'est le moro-naba de l'association qui recueille les cotisations et qui est en même temps trésorier.

Une autre ressource de l'association est de travailler pour les gens du village, pour les propriétaires de champs. Et l'on ne va pas seulement se proposer aux gens ; quand quelqu'un a besoin d'un coup de main sur son champ, il va trouver le moro-naba de l'association qui, moyennant paiement, met toute la société à son service. Le paiement sera en nature, en mil, avec lequel les associés feront du dolo pour leurs fêtes.

Une autre ressource consiste à mettre des amendes aux sociétaires pour tel ou tel manquement aux devoirs de l'association : le moro-naba du nam mettra à l'amende ceux qui, convoqués pour le travail sur le champ d'un tel, y arriveront en retard, ceux qui feront une course ou un petit voyage sans l'avertir préalablement. Les gens mis à l'amende le sont de 3 ou 4 canaris de dolo (le canari de dolo ordinaire vaut 150 cauris ou trois sous).

On se réunit pour manger, boire du dolo, danser au son du tamtam dans la maison du père du moro-naba de l'association. On invite les filles à venir danser. Les noms n'ont pas chez les Mossis du Yatenga de case à eux comme en ont les tons et les flambolos bambaras.

Dans ces sociétés se font de petits mariages blancs entre les garçons et les filles. Les jeunes époux s'offrent de petits cadeaux de cauris, d'arachides, de coton, etc.

Les jeunes filles une fois mariées se retirent de leur association, à cause de la jalousie du mari. Les hommes mariés au contraire peuvent rester dans la leur et y restent assez souvent, tant qu'ils sont jeunes. Les vieillards, en revanche, ne font plus partie du nam.

Travail des jeunes gens. — Les jeunes gens, à partir de la circoncision (13 ou 14 ans) travaillent dans l'habitation, ou plutôt dans le groupe de travail dont ils font partie, les mêmes jours et aux mêmes heures que les autres personnes du groupe.

Ils sont nourris par le chef du groupe sept mois sur douze, par leur père cinq mois sur douze et habillés par celui-ci.

Ils ont de petits champs particuliers, mais le produit n'en est pas exclusivement pour eux. Leur père, leur mère, prennent là-dessus ce dont ils ont besoin pour la nourriture ou l'habillement de l'enfant. Le reste est pour lui. Les garçons peuvent donc amasser de petits biens particuliers avant leur mariage.

Les jeunes filles n'ont pas de petits carrés de culture à elles. Elles font l'apprentissage de la culture en travaillant avec leur mère sur les champs du groupe et sur ses petits carrés de culture particuliers. Elles sont donc nourries par le groupe sept mois sur douze, par le père et la mère pendant cinq mois et habillées par ces derniers. Elles possèdent comme bien particulier de menus bijoux surtout, provenant principalement de cadeaux.

Droits et devoirs des parents envers leurs enfants. — La puissance paternelle appartient principalement au père de l'enfant, mais pour une part aussi au chef du groupe de travail, au chef de l'habitation et au chef de la famille. Cela se comprend puisque l'obligation d'entretien de l'enfant est assurée la plus grande partie du temps par le groupe de travail sauf pour le vêtement et puisque l'obligation de logement est assumée par l'habitation.

Le droit de correction appartient principalement au père (mais aussi au chef de groupe, d'habitation et de famille) et à la mère suivant l'âge de l'enfant.

« La mère, dit Vadier, a le droit de correction pour le garçon jusqu'à la circoncision, pour les filles jusqu'à leur mariage. Ce qui ne veut pas dire que le père ne peut pas intervenir à cette époque-là pour réprimander ou corriger l'un de ses enfants, mais presque toujours il laisse ce soin à la mère.

Après la circoncision des garçons ou le mariage des filles le droit de correction appartient au père et non plus à la mère. »

Le devoir de surveillance appartient au père principalement, en seconde ligne au chef du groupe, de l'habitation, de la famille. Une des conséquences de ceci est la responsabilité pécuniaire : un enfant vole-t-il ou commet-il quelque acte répréhensible qui peut donner lieu à dédommagement, c'est le père qui est responsable en première ligne et qui doit indemniser les personnes lésées, après avoir toutefois pris ce que l'enfant possède en propre.

Jadis, lorsqu'un indigène ne pouvait pas parvenir à corriger son fils ou sa fille dont la conduite était par trop mauvaise, après avoir pris l'avis du chef de famille et du conseil de famille, il remettait l'enfant au moro-naba. De ce jour il abandonnait la puissance paternelle et le moro-naba seul la détenait avec toutefois des attributs plus étendus. Si l'enfant continuait à commettre des exactions, le moro-naba avait le droit de le faire tuer. Lorsqu'il s'agissait de la remise d'une fille au naba, si celui-ci était bien disposé à l'égard du père, il lui donnait une femme de sa famille en échange.

Actuellement cela ne se fait plus, depuis l'occupation française. En tel cas maintenant on met simplement l'enfant à la porte de l'habitation et de la famille.

Un père ne pouvait pas donner son enfant en gage ni en faire un captif temporaire.

La puissance paternelle se perd dans deux cas du reste très peu fréquents dans le fait :

- 1° lorsque le père devient fou ;
- 2° lorsqu'il a commis un inceste.

La puissance paternelle passe alors à son frère vivant le plus âgé ou, à défaut de frères, au fils aîné. Ce tuteur a exactement sur les enfants les mêmes pouvoirs que le père.

Dans le cas de folie les enfants sont tenus de secourir leur père et mère,

de subvenir à leurs besoins ; dans celui d'inceste ils ne sont tenus à aucune obligation envers le coupable.

C'est le moro-naba qui, après avis du conseil de famille, prononce la déchéance paternelle. En cas d'inceste le coupable était chassé du pays.

Devoirs des enfants envers leurs parents. — Les enfants doivent obéissance à leur père et mère. Ils leur doivent également le respect.

Pour ce qui est de l'obligation de travail, elle se répartit entre les champs du groupe, les champs particuliers du père, les petits champs particuliers de la mère et leurs petits champs à eux. Ce qu'ils travaillent le plus ce sont évidemment les grands champs, les champs du groupe.

Circoncision. — La circoncision se fait à treize ou quatorze ans.

Elle a lieu au mois de décembre, donc pendant la saison froide et sèche. A cette époque on n'a pas besoin des enfants pour aider au travail des champs comme pendant l'hivernage. Cette condition est aussi réalisée par la saison chaude et sèche : mais alors les plaies guériraient moins vite. Reste la saison sèche et froide, excellente pour le traitement des circoncis, époque où les enfants n'ont rien du tout à faire et les grandes personnes peu de chose.

La circoncision se fait pour un certain nombre d'enfants à la fois. Quand il s'agit d'un petit village on circoncit tous les enfants du village ensemble. Quand il s'agit d'un grand village, chaque quartier circoncit les siens.

Ce sont les enfants eux-mêmes qui demandent à leur grand frère d'être circoncis lorsqu'ils se figurent être arrivés à l'âge convenable pour cette opération. Le grand frère décide et dit oui ou non.

Ils fixent aussi la date exacte de la circoncision et vont trouver pour s'entendre avec lui l'homme qui est chargé de l'opération. C'est, en général, au Yatenga, un forgeron (ainsi à Ouahigouya dans le quartier du Baloumnaba). Quelquefois cependant des non-forgerons, Foulés ou Mossis, opèrent. Quand un opérateur meurt, on le remplace par quelqu'un qui sait circoncire, soit un frère, soit un fils du défunt, soit quelqu'un d'une autre famille.

La circoncision ne se fait ni le soir, ni la nuit comme cela a lieu chez d'autres noirs d'Afrique occidentale, mais le matin à six heures. Quelqu'un de particulièrement bon parmi les gens du quartier ou du village a été choisi par les enfants qui doivent être circoncis. Celui-ci les réveille ce matin-là et les mène chez l'opérateur. Les grands frères y accompagnent leurs plus jeunes frères. Mais les père et mère n'assistent pas à l'opération et ne sont même pas avertis, pas plus que les chefs de famille. Les femmes, les filles et les autres enfants (ceux qui ne sont pas à circoncire) ne peuvent pas assister à l'opération et cela leur est même défendu. La circoncision a lieu dans la brousse, à 500 mètres du village, en plein air, à côté d'un arbre. Il n'y a pas du reste d'endroit fixé par la coutume et l'on choisit celui que l'on veut chaque année.

L'opérateur attache avec une ficelle le bout du prépuce du patient qui

s'accroupit. Un petit billot de bois est là que l'on met sous la verge en y posant le bout de celle-ci. L'opérateur place un petit couperet de fer sur l'endroit indiqué par la ficelle puis il frappe un coup sec et dur avec un gros caillou, de façon que le tranchant du couperet sectionne bien net. Naturellement une hémorragie abondante se déclare qu'on laisse d'abord aller quelque temps puis l'opérateur l'arrête en mettant de la poussière sur la plaie. Chaque enfant est circoncis à son tour. Quand c'est fini l'homme qui a été choisi, le nané, emmène les circoncis à un autre endroit, à 500 mètres du village, sous un arbre. Il envoie avertir les chefs de famille des enfants (qui avertissent à leur tour les père et mère) que ceux-ci viennent de se faire circoncire et qu'ils demandent pardon pour avoir fait cela sans le leur dire. Chefs de famille, père et mère pardonnent naturellement en faveur de la coutume. Cependant les enfants commencent à se soigner : ils relèvent la verge pour que l'extrémité ne frotte pas contre les cuisses : pour cela ils se mettent une ficelle autour du corps, ficelle qui en soutient une autre qui vient relever la verge pour qu'elle demeure horizontale ; ils mettent aussi sous celle-ci une petite fourche en bois qui la maintient dans la même position, petite fourche dont l'extrémité repose sur les testicules. Ils ne font pas encore de pansement : cela ne viendra que trois jours plus tard.

Pendant ce temps, les hommes des habitations des circoncis construisent deux hangars à la mode mossi (bas, sur fourches, avec une épaisse toiture en paille) l'un hors du village, à l'endroit où sont les jeunes gens, l'autre dans le village, devant l'habitation du nané. Pour leur nourriture, les circoncis sont nourris par leur famille. Chaque mère fait du sarabou pour son fils, mais les mères ne l'apportent pas elles-mêmes, car, en leur qualité de femmes, elles ne peuvent pas voir les nouveaux opérés. Elles envoient le sarabou par quelque garçon déjà circoncis. Le soir, quand la nuit est bien tombée, vers 7 heures, le nané amène les enfants coucher sous le hangar fait dans le village. Le matin ils repartiront pour la brousse, avant le lever du jour, comme des ombres.

Au bout de trois jours, le nané envoie des circoncis des années précédentes, des *rasambas*, chercher dans la brousse de l'écorce de *néré*, de *karité*, de *n'pékou* et de *n'kouna*. Il les fait bouillir dans un grand canari, puis laisse tiédifier l'eau. Alors il appelle les *bankonsé* (c'est le nom des nouveaux circoncis en mossi, *bankonka* au singulier, *bankonsé* au pluriel) et leur ordonne de se laver la verge dans cette eau. Il a en même temps fait bouillir des feuilles de *kantoboga*, plante genre agave dont nous avons déjà parlé. Les *bankonsés*, le lavage terminé, s'enduisent la verge de beurre de vache (le beurre de *karité* étant évité parce qu'il passe pour amollir la verge et pour déviriliser), puis, après avoir coupé des morceaux de feuilles de *kantoboga*, les mettent autour du membre en en formant une espèce d'étui. On enveloppe ces feuilles de fil de coton pour qu'elles tiennent bien.

Désormais, tous les matins et tous les soirs, on fera la même opération : les bankonsé déferont le bandage, se laveront à l'eau de néré ou de karité, mettront du beurre frais et de nouvelles feuilles de kantoboga, ceci jusqu'à la guérison.

L'eau de néré, une fois faite, est bonne pour sept jours. Quant à la provision de feuilles de kantoboga on ne la renouvelle que quand on vient à en manquer.

Pendant les trois premiers jours les bankonsés n'ont pas bougé. Du troisième au dixième jour ils commencent à se donner un peu de mouvement : ils vont chercher l'eau dont ils ont besoin par exemple. Au bout de dix jours ils se promènent dans la brousse, vont chercher du bois qu'ils mettent en tas, de la paille idem. Ils vont chasser dans la campagne, avec des bâtons, les lièvres, les rats, les serpents, bref tout le petit gibier qu'on rencontre dans celle-ci. Quand il y a de l'eau aux environs ils pêchent les grenouilles, les poissons. Ils cueillent également les fruits des arbustes, etc.

Ils ont pour costume une espèce de jupe qui leur tombe jusqu'aux chevilles, faite de vieux vêtements mis en pièces, de bandes de cotonnade effilochées.

Les bankonsés font tamtam, le soir, de temps en temps, près du hangar où ils couchent dans le village. Les griots viennent jouer de leurs instruments. Comme c'est la nuit, hommes, femmes, enfants peuvent venir.

Les bankonsés ont le droit de piller dans la brousse : ils enlèvent tout ce qu'ils rencontrent : poulets, chèvres, moutons, coton, etc. Les propriétaires n'ont pas le droit de réclamer. Mais cela se borne au petit bétail : sur le gros bétail et les chevaux les bankonsés n'ont aucun droit.

Il paraît que le nané ne fait pas chez les Mossis et les Foulés de leçons de morale aux bankonsés — au contraire de ce qui a lieu chez les Bambaras où la coutume s'en est conservée.

Au bout d'un mois les bankonsés sont guéris. On avertit la famille et chaque ménage prépare une culotte et un boubou neuf pour le jeune circoncis.

Le soir du jour avant celui où ils feront leur réapparition au village, vers sept heures, on met en tas les jupes des circoncis et on les brûle. Le lendemain matin le nané emmène les bankonsés au puits pour qu'ils se lavent du haut en bas avant de revêtir leurs nouveaux vêtements. Avant de partir du campement, on partage le bois accumulé par eux entre les mères des circoncis, la paille entre les chefs de famille. Le nané en garde aussi une certaine quantité pour lui. C'est son bénéfice, ainsi que d'avoir été nourri pendant tout le mois en même temps que les circoncis par les parents de ceux-ci (En revanche, il a dû rester éloigné de sa femme, car le préjugé existe que, s'il s'approche de celle-ci, les bankonsés ne puissent pas guérir). Le partage de la paille et du bois effectué, nos circoncis font leur entrée triomphale dans le village, à 7 heures du matin, avec leurs

beaux habits neufs. Ils visitent, avec tamtam, toutes les habitations, rendant visite à toutes les personnes. On leur donne des cadeaux (kolas, cauris, arachides, coton, dolo, etc). Quand les visites sont finies, la fête se termine et les bankonsés rentrent chez eux. On peut dès lors les appeler de nouveau par leur nom, ce qu'on ne pouvait pas faire pendant leur retraite.

Excision. — Les filles sont excisées à huit, neuf ou dix ans, suivant leur développement. Cela se fait aussi au mois de décembre, comme pour les garçons, mais au lieu de se faire par village ou par quartier, cela se fait par maison. Pour l'opération matérielle on a recours à quelque vieille qui sache la pratiquer. Mais ce n'est pas celle-ci qui garde ensuite les jeunes excisées. C'est une vieille femme de la maison qui les a sous son autorité pendant vingt-cinq ou trente jours. Pendant ce temps les jeunes filles sont à part, couchent dans la case de leur gardienne, se soignent. Quand elles peuvent marcher, elles vont chercher dans la brousse du bois pour celle-ci, de l'eau, filent le coton, etc. Au commencement de la nuit elles chantent, font des chœurs, frappant des mains en cadence.

Quand elles sont guéries, elles s'ornent de tous les bracelets et bijoux divers qu'elles peuvent trouver dans l'habitation. Ainsi attifées et parées elles vont en groupe saluer la mère de chacune d'elles, mais elles ne sortent pas dans le village comme les garçons.

En définitive, ce qui caractérise la circoncision et l'excision chez les Mossis et Foulés du Yatenga, c'est la non intervention dans ces pratiques de quelque société religieuse puissante, comme le komo chez les Bambaras, et chez les Mandés en général. On ne relève pas non plus ici les détails pittoresques qui frappent chez les Malinkés de la Haute-Guinée et encore bien plus chez les populations de la Basse-Guinée (Soussous, Landoumans, etc.) (1). Cependant la circoncision reste importante dans la vie des Mossis et Foulés du Yatenga parce qu'elle transforme l'enfant en jeune homme.

Après la circoncision. — Après la circoncision et l'excision, il ne reste plus que le mariage. Pour le mariage la jeune fille, comme nous l'avons vu plus haut, quitte son habitation pour aller dans celle de son mari. Le jeune homme, au contraire, reste dans la sienne. On lui donne une case, une hutte, pour lui et sa jeune femme, s'il y en a une de libre et vide, ou bien on lui en construit une neuve. Quand il aura un enfant, il construira auprès de la sienne une hutte pour la jeune mère et son fils s'il n'hérite pas d'une nouvelle hutte libre.

Emancipation et majorité. — On ne peut guère chez les Mossis parler d'émancipation et de majorité. Un homme est majeur lorsqu'il se marie. Mais il reste toujours jusqu'à un certain point mineur vis-à-vis de son groupe de travail, de son habitation, de sa famille. L'émancipation

(1) Voir à ce sujet André Arcin : *La Guinée française*, p. 438 à 446 et Noirôt, A travers le Foutah-Djallon et le Bamboak, au sujet des Landoumans.

et la majorité sont des distinctions françaises qui ne correspondent à rien chez les Mossis en particulier, chez les Soudanais en général.

Cependant on peut admettre, comme le fait Vadier, dans sa Monographie du Yatenga, une espèce de majorité vers 17 ou 18 ans pour la vente et pour l'achat.

Tutelle. — Quand un Mossi meurt, ses femmes et ses enfants passent à son frère le plus âgé. S'il y a beaucoup de femmes et d'enfants, on les partage entre les frères du défunt. C'est le chef de famille qui préside au partage.

Quand le défunt n'a pas de frère ou de fils âgé, le chef de famille partage les enfants entre les différents membres de la famille.

Le tuteur est tenu envers ses pupilles aux mêmes obligations et jouit envers eux des mêmes droits que le père décédé.

Les pupilles ont également les mêmes devoirs envers le tuteur que ceux qu'ils avaient envers leur père.

L'enfant hérite de son tuteur comme les enfants légitimes de celui-ci.

Le tuteur est responsable civilement de son pupille comme le père.

De l'adoption. — L'adoption existe au Yatenga.

Lorsque deux époux n'ont pas de progéniture (le fait est assez rare) ou tardent simplement à en avoir, ils adoptent parfois un enfant. Celui-ci doit être pris dans leur famille.

L'adoption ne donne lieu à aucune formalité.

L'enfant, adopté très jeune, n'est jamais consulté.

C'est entre l'adoptant, le père de l'enfant et le chef de famille que la question se règle.

On peut adopter garçon ou fille mais, en fait, on adopte surtout des garçons.

L'enfant, du jour de son adoption, rentre dans le ménage de son père et mère adoptifs comme un enfant légitime.

En réalité cette adoption diffère de l'adoption française en ce qu'elle est bornée à la famille, à la famille totale.

A côté de cette adoption et dans le même genre signalons une curieuse coutume chez les Mossis.

L'aîné des garçons, d'après la coutume, ne doit pas être élevé par son père. Dès qu'il a quitté le sein de sa mère ou bien, d'autres fois, dès la circoncision, on le remet au frère puîné ou au frère aîné qui l'élève et lui donnent une femme. Mais, à la mort de son père, il vient à l'héritage de celui-ci et n'a donc pas quitté vraiment le ménage qui l'a mis au monde.

Interdiction. — « Le fou seul est interdit, dit Vadier.

Lorsqu'un indigène est atteint de folie, le chef de famille et les autres membres de la famille se réunissent pour examiner le cas du malade. S'il est reconnu irresponsable, le chef de famille fait prévenir tous les habitants du village de n'avoir pas à contracter envers lui. Personne, en

effet, ne saurait, d'après la coutume, être rendu civilement responsable des engagements pris par un indigène atteint de folie.

Quand le fou possède encore son père, c'est à celui-ci qu'il appartient d'avertir les habitants des environs.

Tous les actes passés, les dettes contractées, toutes les transactions commerciales effectuées par le fou sont déclarés nuls. Les tiers ne peuvent avoir aucun recours contre un membre de la famille de l'aliéné ».

Nous en arrivons maintenant aux *Annexes de la famille*.

Nous diviserons cette partie en plusieurs titres :

1. Clients.
2. Domestiques.
3. Esclaves. Leur origine.
4. Esclaves. Nom.
5. Esclaves. Espèces d'esclaves.
6. Serfs.

Commençons par les clients.

1. *Clients*. — Le clientéage ordinaire consistant en ce qu'un ménage vient demander appui, protection, logement, nourriture, à une famille riche, sous condition de travailler pour elle et d'habiter chez elle, — cela n'existe pas chez les Mossis et Foulés du Yatenga. Ce qui existe, c'est tel ou tel jeune homme désireux de gagner rapidement une femme ou un cheval ou des biens ou une autorité qui n'appartient pas aux jeunes gens ordinaires, décidant de quitter sa famille et son habitation pour aller se mettre au service d'un chef quelconque (moro-naba, chefs de canton, de village, tengasobas, etc.). Ce sont les jeunes gens, les rasambas, qui prennent de ces décisions. Mais, une fois qu'ils ont gagné ce qu'ils voulaient obtenir, ils retournent dans leur famille. Quand on va chez un tengasoba on n'attend généralement de lui qu'une femme et on ne le quitte que quand il meurt. Alors, pourvu d'une femme, on retourne dans sa famille. Naturellement tous ces « engagés volontaires à temps » conservent leurs droits respectifs chacun dans leur famille.

Signalons autre chose encore : En temps de famine quelques Mossis vont demander du travail à des gens plus aisés. La durée de leur travail est généralement très courte, quelques jours à peine (deux ou trois jours par exemple).

L'employé et l'employeur (si ces mots peuvent être usités ici) ne sont nullement liés l'un envers l'autre. Le premier peut partir quand il le désire, le second peut le renvoyer également selon son bon plaisir. Toutefois il doit payer intégralement, les journées de travail de l'employé. Le salaire journalier est soit de 100 cauris (0 fr. 10), soit d'un panier de mil non égrené. En dehors de cela, l'employeur nourrit son employé.

Ceci est borné, je le répète, aux temps de famine.

Le vrai clientéage, tel que nous avons pu le constater chez les Malinkés, n'existe donc pas chez les Mossis.

2. *Domestiques.* — Le domestique, tel qu'il existe en France et dans les sociétés civilisées, n'existe pas et n'a jamais existé chez les Mossis. En fait les travaux de domesticité (nettoyage, cuisine, lavage) sont assurés dans la société du Yatenga par les femmes. Nous renvoyons pour la démonstration de ceci à ce que nous avons dit plus haut du travail des femmes.

3. *Esclaves. Origine.* — Avant les Français les Mossis avaient des esclaves et actuellement encore ils en ont, mais beaucoup moins — ceux qui ne se sont pas enfuis. La source du recrutement étant tarie par la défense de l'achat ou de la vente des esclaves, appuyée de peines sévères, le nombre des captifs diminue de jour en jour et ils finiront évidemment par disparaître tout à fait. Actuellement ce n'est pas encore complètement fait.

Les Mossis tiraient leurs esclaves, par le pillage, de chez les Samos, les Bobos, les Kipirsi, les Gourounsi, les Habbés, les Rimaïbés. Les Yarsés en ramenaient aussi des marchés du sud (Sikasso, Etats de Samory, etc.) et les vendaient dans tout le Yatenga. Pour leur propre compte ils en gardaient beaucoup et ils en avaient plus que les Mossis (en leur qualité de marchands ils en ont d'ailleurs toujours possédé plus qu'eux). Les Peuls du Yatenga en avaient aussi beaucoup, plus que les Mossis, obtenus par pillage ou achat.

L'esclavage volontaire et l'esclavage pour dettes ne fournissaient rien, ces deux sortes d'esclavages n'ayant jamais existé dans le pays.

Les Mossis du Yatenga eux-mêmes ne fournissaient rien comme esclaves aux autres Mossis du Yatenga. Un mossi de la région ne pouvait être captif d'un autre mossi. Seuls pouvaient être pris comme esclaves les gens des races étrangères que nous avons vues plus haut (y compris les Mossis de Ouagadougou). Les Peuls n'étaient pas pris comme esclaves mais seulement mis à rançon, étant à la fois riches (en troupeaux) et paresseux. Mais leurs Rimaïbés, comme nous l'avons dit (un peul n'aurait certainement pas voulu verser de rançon pour ceux-ci) étaient pris comme captifs.

Quand deux partis au Yatenga étaient en guerre, les Mossis prisonniers étaient tués immédiatement, y compris les petits enfants du sexe mâle même encore au sein de leur mère. Seuls les fils des deux chefs belligérants étaient épargnés : ils étaient rendus à leur famille contre rançon. Les femmes étaient également épargnées et rendues à leur mari en échange d'autres femmes ou d'animaux. Si leurs maris ne revenaient pas les réclamer, les vainqueurs en faisaient leurs épouses et non leurs captives.

Disons quelques mots du prix d'un esclave.

Un homme valait 40 000 cauris, une femme 50 ou 60.000, un jeune homme 50.000 cauris, une jeune fille 80.000. On voit que ce qu'on priait le plus était d'une part le sexe féminin, d'autre part la jeunesse.

Nom. — Esclave se dit en mossi yemba (au pl. yembésé) quand on ne fait pas la distinction des sexes. Quand il s'agit d'un esclave mâle on dit

yembraogo (yembraodo ou yembrâdo au pluriel). Quand il s'agit d'un esclave du sexe féminin on dit yempoka (yempokosé au pluriel).

Espèces d'esclaves. — Le yembraogo, une fois acheté ou pris, était mis aux fers, c'est-à-dire, exactement, on lui mettait des fers aux pieds pour l'empêcher de s'enfuir tout en lui laissant la liberté de travailler. Pendant deux ou trois ans on lui laissait ces fers. Quand on était bien sûr qu'il ne se sauverait pas, on les lui enlevait. Il travaillait tout le temps pour son maître à l'époque des cultures ou bien travaillait les petits champs particuliers des femmes de celui-ci. En revanche il était nourri et habillé tout le temps. On pouvait le revendre et on le faisait si on n'était pas content de lui ou de son travail.

Si le maître en était content il lui achetait une femme. Alors il devenait l'homme du bingo, le « bingo », et n'était plus le yembraogo. Il passait du rang de captif de traite ou captif de guerre au rang de captif de case. Bingo c'est le nom du captif de case chez les Mossi du Yatenga. A Ouagadougou on dit daparé ou daporé (poré ou paré voulant dire dos. Le daparé ou daporé est l'homme qui marche derrière son maître, l'homme de la suite, l'esclave). Le bingo ne pouvait plus être revendu, sauf dans un cas exceptionnel, quand il forniquait par exemple avec la femme de son maître.

Les bingo, quand le maître n'en avait que peu, habitaient dans la même habitation que celui-ci, avec une porte à part sur le dehors. Quand il y en avait un certain nombre, ils avaient une petite habitation à côté de celle de la famille.

Le bingo, pendant la saison des cultures, travaillait pour le maître deux jours sur trois. Pendant la saison sèche il travaillait aussi pour lui, quand le maître avait du travail à lui donner. Le reste du temps il travaillait pour lui-même : c'est-à-dire pendant la saison des cultures un jour sur trois et, quand il n'était pas « commandé de service », pendant la saison sèche.

Il était nourri par le maître quand il travaillait pour celui-ci. Quand il travaillait pour lui-même il se nourrissait lui-même.

Pour l'habillement, le bingo s'habillait lui même sauf quand il était absolument incapable de le faire. Alors il avait recours à son maître.

Les filles du bingo étaient mariées par le maître qui les prenait pour lui ou les donnait à ses fils, à ses frères, etc. En revanche les fils du bingo devaient être pourvus d'une femme non pas par leur père mais par leur maître. Ils travaillaient du reste pour celui-ci comme leur père et ne pouvaient pas plus être vendus que lui, à moins qu'ils ne trompassent le maître avec des femmes.

Le bingo pouvait posséder, puisqu'il avait du temps de travail pour lui. A sa mort, son héritage passait non pas au maître mais à son fils aîné (à moins qu'il n'eût un frère esclave à côté de lui, mais j'envisage le cas de l'ancien yembraogo, acheté par le maître puis marié par celui-ci, devenu ainsi bingo puis ayant des enfants). Ensuite, l'héritage à la mort du fils

ainé de l'esclave passait à son frère puîné, etc. Le maître n'héritait que quand il n'y avait pas d'héritier.

En revanche, le maître pouvait demander à son captif ce qu'il voulait, un poulet, une chèvre, un bœuf. Le captif ne pouvait pas refuser, tout, en principe, étant au maître puisque le captif lui-même était à celui-ci.

Le bingô ne pouvait jamais se racheter ni être affranchi par son maître. Le nombre des générations n'y faisait rien.

Les bingos pouvaient appartenir soit au chef de famille, soit au chef d'habitation, soit au chef de groupe, soit à n'importe quel chef de ménage. Ils étaient possédés à titre individuel. Quand celui qui possédait un bingô ou un yembraogo devait le travail à une autre personne, à son chef de groupe de travail, par exemple, son bingô ou son yembraogo devait également le travail à cette autre personne et allait travailler avec lui.

Il faut noter que les bingos du moro-naba, c'est-à-dire les bingos « de la couronne » étaient dans une situation spéciale à tous les points de vue. Comme nous le verrons plus loin en étudiant les Pouvoirs Publics, ils relevaient du Rassam-naba ou Rassoum-naba, un des quatre ministres, appelé pour cela quelquefois Bingô-naba. Ils ne travaillaient pas pour le moro-naba, sauf sept à huit jours par an où ils étaient appelés avec tous les habitants de Ouahigouya sans exception, sur les champs du moro-naba. En fait, sous le rapport du travail, ils étaient donc de vrais gens libres. Mais leurs filles appartenaient pour moitié au moro-naba qui les prenait pour lui ou pour ses proches. En revanche ils s'entretenaient complètement eux-mêmes (nourriture, vêtement, etc.). Le moro-naba ne les aidait nullement à ce sujet.

Ajoutons que les captifs ordinaires, les bingos des simples Mossis trouvaient un asile assuré auprès du moro-naba. Si un esclave était mécontent de son maître, il s'enfuyait et se réfugiait auprès du chef du Yatenga. Celui-ci le faisait remettre au Rassam-naba qui lui faisait donner une case, un champ (s'il était marié), une femme (s'il n'en avait pas). Tant qu'il n'était pas marié il cultivait les champs des femmes du moro-naba qui, en revanche, lui assuraient la nourriture. Quand il était marié, il cultivait, travaillait pour lui et pour sa femme et n'avait plus d'autres obligations que les obligations générales des bingos du moro-naba que nous avons vues plus haut. Bref il rentrait dans la condition générale des captifs de la couronne.

Ajoutons cependant que, quand le maître venait réclamer son esclave auprès du moro-naba, on le lui rendait quelquefois : cela dépendait de la justice de sa cause (il n'avait pas maltraité son captif, avait toujours été bon pour lui, etc.) et aussi du cadeau plus ou moins important qu'il donnait au moro-naba pour le bien disposer envers lui.

Les bingos du Riziam-naba, roi indépendant comme nous l'avons vu, étaient dans la situation des bingos du moro-naba et non pas dans la situation des bingos ordinaires. De même les bingos de trois grands

chefs de canton : le Zitenga-naba, le Ratenga-naba et le Boussoum-naba.

Serfs. — Au Yatenga il y avait des espèces de serfs, des « bagarés » pour employer l'expression mossi. Mais ils n'étaient possédés que par le moro-naba du Yatenga, celui du Riziam et par quelques grands chefs de canton comme le Zitenga-naba et le Ratenga-naba. Les ministres même du moro-naba ne pouvaient en avoir et à plus forte raison les simples mossis. Le bagaré c'était l'esclave peuhl, le dimadio (au pl. rimaibé) enlevé aux Peuls ou bien enfui de ceux-ci chez les Mossis, bref un ex-rimaibé passé aux Mossis.

Les bagarés ne cultivaient pas. Ils gardaient simplement les troupeaux de leur maître. En fait d'autre travail ils construisaient encore les cases en paille où couchaient à la nouvelle année (nous verrons à la Religion à quelle occasion) le moro-naba du Yatenga, le Riziam-naba et d'autres chefs.

Les bagarés s'entretenaient eux-mêmes (nourriture et vêtement). Le croît du troupeau était pour le naba, mais les produits en étaient pour les bagarés (lait et beurre). Cependant, sur ces produits, ils donnaient au naba ce dont il se trouvait avoir besoin en fait de lait et en fait de beurre.

En résumé, on voit qu'il y a chez les Mossis et les Foulés ou plutôt qu'il y avait les deux sortes d'esclaves connus dans tout le Soudan : les captifs de traite et les captifs de case, les premiers vendables, les seconds faisant partie de la famille. Actuellement, avec la suppression de la vente et de l'achat, il n'y a plus que des captifs de case de moins en moins nombreux.

Nous voici amenés aux *Biens de la famille* et à leur transmission.

Biens familiaux proprement dits. — Il n'y a pas de biens familiaux chez nos Mossis, n'y ayant pas de travail commun de toute la famille. Les biens familiaux se réduisent aux grigris de la famille possédés par le boudoukasaman.

Biens de l'habitation ou biens sous familiaux. — Ils n'existent pas non plus pour la même raison, sauf l'habitation qui est un bien commun du groupe de la zaka. Pourtant chaque ménage y a bien des cases à lui mais c'est une possession usufruitière qui s'accorde avec la pleine propriété du groupe zaka. Maintenant, si quelque chef de ménage veut construire une nouvelle case, il avertit le zakasoba, qui donne toujours l'autorisation du reste. Une fois la hutte construite, le constructeur peut la détruire s'il le veut, ce qui prouve qu'il la possède en pleine propriété, l'ayant faite, mais il ne peut pas détruire une hutte qu'il n'a pas construite et où il habite, celle-ci appartenant véritablement à la zaka. En définitive il peut y avoir dans celle-ci un mélange de biens communs (de la zaka) et de biens individuels (hutte construite par un ménage ou par un individu, grenier à mil établi dans les mêmes conditions, etc.), mais le bien commun l'emporte de très loin.

Biens du groupe de travail. — Ici les biens communs sont très impor-

tants. Ce sont les champs du groupe qui nourrissent le groupe la plus grande partie du temps (7 mois sur 12). Ce sont encore les instruments de travail qui appartiennent au groupe, comme nous le verrons plus loin. Cependant le groupe ne possède ni esclaves, ni animaux.

Biens du ménage. — Le mari travaille, comme nous le savons, pendant la saison des pluies ou des cultures deux jours sur trois pour son groupe de travail. Le troisième jour est pour lui. Ce jour-là il travaille son petit champ aidé par sa femme ou ses femmes. Pendant la saison sèche, le mari ne travaille pas pour le groupe, mais pour lui seulement, sauf les travaux de réfection de l'habitation.

Le groupe nourrit le ménage pendant sept mois sur douze. Pendant cinq mois c'est le champ du ménage qui nourrit celui-ci.

Il y a donc comme première possession ménagère le champ particulier du ménage.

Le champ particulier offre une caractéristique spéciale pour le ménage du chef de groupe lui-même. Comme celui-ci s'occupe tout le temps du champ commun du groupe, même le troisième jour, son petit champ est cultivé exclusivement par ses femmes (et par ses esclaves s'il en a). Il est donc nourri cinq mois sur douze par ses femmes. Mais cela n'existe que pour les chefs de groupe (et les chefs de zaka et de famille qui sont forcément chefs de groupe).

Biens individuels. — Les femmes mossis ont de petits carrés de culture minuscules, tout à fait à elles, pas au groupe, pas au ménage, qu'elles travaillent à partir de cinq heures du soir les jours où elles le peuvent. Ceci est bien individuel. Sont aussi bien individuels les vêtements, les bijoux des femmes, etc.

Le mari, l'enfant ont aussi leurs biens individuels. Du reste pour mieux déterminer les biens individuels et les biens communs (soit du ménage, soit du groupe, soit de l'habitation, soit de la famille) il vaut mieux passer en revue chaque espèce de biens.

Les champs. — Les champs appartiennent surtout au groupe de travail (Ils n'appartiennent qu'exceptionnellement à l'habitation quand celle-ci étant petite, on n'y forme qu'un groupe de travail). A côté des champs du groupe, il y a le champ du ménage. Enfin, à côté du champ du ménage, il y a les champs particuliers : par exemple les petits carrés de culture des femmes ou des jeunes gens.

Les instruments de travail. — Ceux-ci (dabas, haches, etc.) appartiennent au groupe. Pour travailler sur leurs petits champs (ménagers, individuels) hommes et femmes se servent des dabas du groupe mais, s'ils les abîment, ils doivent les réparer à leurs frais. Les instruments qui ne peuvent servir sont remplacés par le chef de groupe.

Les animaux domestiques — Les poules, chèvres, moutons, ânes, etc., tout cela est possédé à titre absolument individuel et non pas par le groupe ni même par le ménage. C'est l'homme ou la femme qui a acheté

tel animal, qui le possède. Cela n'empêche pas que les chèvres, les moutons sont réunis par habitation, couchent au même endroit et sont menés en bloc dans la brousse par les petits garçons de l'habitation. On ne réunit les animaux ni par famille totale, ni par village.

Les femmes. — Les femmes, je n'ai pas besoin d'insister là-dessus, sont évidemment une propriété individuelle. Il n'y a pas de femmes communes au village, à la famille, à l'habitation, au groupe. Cependant la femme est en quelque sorte considérée comme une possession de l'habitation, ou même de la famille, en ce sens que les femmes d'un individu passent toujours à sa mort à son frère.

L'habitation. — Nous avons vu plus haut ce qui en est : l'habitation appartient au zakasoba, mais en temps que représentant de la zaka, en tant que gestionnaire des biens de ce groupe sous-familial. Elle ne lui appartient pas en propriété privée avec le *jus utendi et abutendi* romain. Elle appartient en définitive à la zaka elle-même.

S'il en est ainsi, il n'en est pas moins vrai que les parties habitables de la zaka, les cases ou huttes, sont affectées définitivement à tel ou tel ménage qui en a l'usufruit. Ainsi la propriété appartient à la zaka représentée par son chef. L'usufruit appartient aux ménages ou aux individus.

Enfin, nous pouvons signaler, comme nous l'avons fait plus haut, qu'une case construite exclusivement par un ménage avec ses propres forces ou par un simple individu de la zaka peut être jetée bas, détruite par lui car c'est un bien ménager ou individuel installé dans un bien sous-familial. Mais ce cas est tout à fait exceptionnel.

Les grandes cases à mil ou huttes à mil sont aux groupes de culture. Il y a aussi des cases à mil ménagères où le mari met la récolte du champ du ménage. Enfin les grands vases en terre, les jarres qui sont dans les cases, nous amènent de l'habitation au mobilier. Fabriquées par les femmes elles appartiennent individuellement à telle ou telle femme.

Le mobilier. — Le mobilier, que nous étudierons plus minutieusement au Mode d'existence est très pauvre et très simple : il est approprié individuellement.

Les ustensiles de ménage. — Les grandes tables en terre dressées pour l'écrasage des grains appartiennent à l'habitation, mais les pierres granitiques rectangulaires qu'on y encastre sont la propriété de chaque femme elle-même, comme les molettes mobiles avec lesquelles on broie sur les premières.

Les mortiers et les pilons en bois, matériel d'une grande utilité et d'autre part lourd, encombrant, difficile à détruire, appartiennent à l'habitation, quelquefois au chef de groupe, c'est-à-dire au groupe. Le chef de groupe complète en effet ce matériel quand celui qu'a acheté le zakasoba n'est pas suffisant.

Parmi les canaris, les plus grands, qui sont comme des cuveaux et atteignent 1 mètre ou 1 m. 50 de haut, destinés à recevoir le dolo fabri-

qué par les femmes, appartiennent à l'habitation et sont achetés par le chef d'habitation. Les canaris ordinaires (hauts de 25 à 30 centimètres, servant à aller chercher de l'eau ou à faire la cuisine, appartiennent individuellement à chaque femme de l'habitation. De même les calebasses. C'est souvent avec les cauris du mari que les femmes achètent leurs canaris ou leurs calebasses, mais l'objet, une fois acheté, appartient à la femme.

Les vêtements. — Les vêtements sont appropriés d'une façon absolument individuelle, quelle qu'en soit l'origine. Ainsi le pagne acheté par le mari à la femme appartient à la femme.

Ornements et bijoux. — Ils sont également appropriés individuellement quelle qu'en soit l'origine. Ils appartiennent donc à chaque homme, à chaque femme, à chaque enfant, etc.

Armes. — Elles sont également appropriées individuellement.

Amulettes, grigris. — Il en est de même que pour les armes. Cependant, si l'on prend le mot grigri dans toute son extension d'objets pour le culte, il y a les grigris de famille qui sont possédés par la famille.

Cauris, monnaie métallique, etc. — C'est également de la propriété individuelle.

En résumé, les biens de la famille totale n'existent pour ainsi dire pas chez les Mossis du Yatenga : ce qui existe ce sont les biens de la sous-famille (habitation) et les biens de ce démembrement économique de la sous-famille qu'est le groupe de travail. En dehors de ces biens communs il y a les biens de ménage et les biens purement individuels.

Passons à la *Transmission des biens ou Héritage.*

Dévolution des biens de la famille totale. — Ces biens n'existant pas ne sont pas transmis, sauf les grigris de la famille. Mais la qualité de chef de famille est transmise, elle. Quand un chef de famille meurt c'est l'homme le plus âgé de la famille après lui, quelquefois son frère, quelquefois son cousin etc., qui prend le commandement de la famille.

Dévolution de l'habitation et de ses biens. — Quand un chef d'habitation meurt, c'est l'homme le plus âgé de l'habitation (frère, cousin, etc.) qui prend le commandement de l'habitation. Il prend en même temps la gestion des biens appartenant en commun à toute l'habitation.

Dévolution des biens du groupe. — Quand un chef de groupe meurt c'est également le plus âgé du groupe (généralement le frère puîné du défunt) qui prend le commandement et la gestion des biens du groupe (champs, instruments de travail, etc.).

A noter que dans toutes ces dévolutions, quand il n'y a plus de gens de la même génération, on choisit les fils de tous les frères, cousins, etc., en commençant par l'aîné. C'est-à-dire qu'une génération étant épuisée, on commence à épuiser la génération suivante.

Dévolution des biens du ménage. — Quand un mossi marié et ayant

des enfants meurt, c'est son frère (de père et de mère ou de père seulement) le plus âgé qui prend l'héritage. Mais il ne prend pas tout. Il y a lieu à partage, jusqu'à un certain point, avec les autres frères de père et de mère ou de père seulement et avec les fils quand ils sont assez âgés.

Pour les cases et le champ, c'est le frère le plus âgé qui les prend. Les femmes au contraire sont partagées entre les frères et même entre les fils s'ils sont grands. S'il n'y en a pas beaucoup, le frère le plus âgé n'a rien de plus que les autres. Les bestiaux sont aussi partagés, toujours entre les mêmes, mais avec avantage cette fois non plus pour le frère le plus âgé absolument, mais pour le frère le plus âgé de père et de mère. Les cauris, l'argent, les objets mobiliers, les bijoux sont partagés de même. Les armes sont partagées mais avec avantage pour le frère le plus âgé absolument. Ainsi il prendra l'arc du défunt et son carquois et partagera les flèches entre les frères et les fils, sans s'oublier lui-même.

Comme on le voit, il y a lieu à partage et même à un partage assez compliqué puisque c'est tantôt le frère le plus âgé de tous les frères soit de père et de mère soit de père seulement qui est avantagé, tantôt le frère le plus âgé parmi exclusivement les frères de père et de mère. Mais ce partage est très inégal. Les deux frères aînés que nous venons de voir ont sensiblement plus que les autres copartageants.

Après le partage on reste dans la même habitation généralement et aussi dans le même groupe de travail. Pourtant c'est au moment des décès des pères de famille, surtout au moment des décès des chefs de groupe, que les groupes de travail (qui ont augmenté peu à peu avec les naissances) se remanient pour se diviser. Ces groupes de travail, en fait, sont en voie d'accroissement constant (par le jeu naturel des naissances) et aussi en voie de diminution constante (par le jeu des décès et des nouvelles répartitions). Quant aux zakas, elles ne sont pas non plus complètement stables, puisqu'il s'en fonde de nouvelles avec le temps, d'une façon proportionnée à l'accroissement de la population.

Ajoutons quelques détails sur l'héritage :

Les petits enfants du sexe masculin héritent, mais on ne leur remet pas leur part. On la remet au frère qui hérite de la mère de ces enfants. Quand ils seront grands, le nouvel époux de leur mère la leur remettra.

Les filles n'héritent pas.

Les femmes n'héritent jamais. Au contraire on hérite d'elles.

Dévolution des biens proprement individuels. — Un cas de ce genre est l'héritage d'une femme. Comme nous l'avons vu plus haut, les biens d'une femme décédée vont à ses enfants, fils ou filles. Les objets pour les garçons vont aux garçons, les objets pour les filles vont aux filles. Tous les garçons prennent quelque chose, mais le fils aîné est très avantagé. Toutes les filles prennent quelque chose, mais la fille aînée est très avantagée. Quand il n'y a pas d'enfants, la succession de la femme revient à sa famille, non à son mari ni à la famille du mari.

Un autre cas de ce genre est la mort d'un enfant ou d'un jeune homme. S'il a un frère, c'est celui-ci qui hérite, s'il n'a pas de frère c'est son père. Quelquefois le père laisse les objets à la mère pour les donner à un enfant à venir.

En cas de décès d'une jeune fille c'est sa sœur qui hérite. Si elle n'en a pas c'est sa mère. En cas de prédécès de la mère, c'est la famille de celle-ci (c'est-à-dire la sœur cadette de sa mère).

Un autre cas de ce genre enfin est le décès d'un mossi célibataire. C'est son frère qui hérite, à défaut le fils de son frère.

Ajoutons enfin à tout ceci quelques remarques diverses sur les successions.

De l'enfant naturel. — « L'enfant naturel, dit Vadier, a exactement les mêmes droits que l'enfant légitime. Il hérite de son père ou de sa mère concurremment avec ses frères et suivant les règles que nous avons vues précédemment ». Ceci est exact mais n'oublions pas que l'enfant naturel a été renvoyé par le mari légitime de la femme à son vrai père, dès qu'il a pu se passer de sa mère. C'est donc dans le ménage de son véritable père qu'il a tous ces droits, non dans le ménage du mari de sa mère.

De l'enfant conçu. — Dans la coutume mossi l'enfant conçu hérite et est traité comme s'il était déjà hors du sein de sa mère.

Cas d'indignité. — Il existe une cause d'indignité excluant de la succession. Si le défunt a été tué, celui qui l'a tué est déclaré indigne, mais cette indignité ne s'étend pas à ses enfants.

Réclamations en fait d'héritage. — Dans l'héritage ordinaire, si le fils aîné n'est pas satisfait de ce qu'il a reçu, il peut porter plainte au chef de famille qui essaie de trancher la question. Dans le cas où il ne réussit pas, le uaba intervient. Cette réclamation du fils aîné est très rare. Les frères du défunt et les autres fils ne peuvent réclamer : seul le fils aîné a ce droit.

Des testaments. — Le testament n'existe ni en théorie ni en fait. La coutume règne souverainement. Quelquefois un frère qui a eu à se plaindre de ses frères décide solennellement avant de mourir que tous ses biens iront à ses fils. Mais c'est là une manifestation purement platonique. On laisse le mourant parler comme il veut et, une fois qu'il est mort et enterré, on n'en fait ni plus ni moins : on agit d'après la coutume qui, s'imposant à tous, renverse, dans son ordre à elle, les ordres particuliers du défunt.

De l'acceptation et de la renonciation. — Elles n'existent pas ici. La coutume ne permet pas aux gens de se dérober à l'exercice de leurs droits qui tout en même temps des devoirs.

Des rapports. — Un mossi est libre de son vivant de disposer comme il l'entend de ses biens propres, mais on comprend qu'il doit donner la chose avant sa mort pour que la donation ait son effet et soit respectée.

Il résulte de là qu'un héritier peut cumuler sa part d'héritage avec une donation reçue du vivant du défunt.

Des donations entre vifs. — Un mossi peut, de son vivant, faire toutes les donations qu'il veut sur ses biens particuliers.

Etant le maître absolu de ceux-ci et pouvant en faire tel usage qui lui semble bon, nul n'a le droit d'attaquer les donations qu'il fait.

En fait rappelons que les chefs de famille, d'habitation, de groupe, de ménage, ne sont que les gestionnaires et non les possesseurs à la romaine des biens de la famille, de la zaka, du groupe, du ménage. Les biens particuliers, les biens propres, ceux sur lesquels existe chez les Mossis le *jus utendi et abutendi*, nous savons à quoi ils se réduisent. De plus les Mossis sont très loin dans la pratique de faire grand usage de ce droit théorique, mais ici nous nous occupons de la théorie. C'est à elle que se réfèrent les règles suivantes :

La donation entre vifs devra, pour être valable, être faite devant plusieurs témoins.

Aucune capacité n'est exigée pour recevoir une donation.

La femme possède les mêmes droits que le mari. Mais la donation sera cependant sans valeur s'il est démontré que le bénéficiaire est ou a été son amant.

Nous en avons fini pour la Famille mossi.

En résumé, comme nous l'avons déjà dit plus haut, elle est communautaire et patriarcale.

Mais pour le communautarisme il est bien ébranlé : on demeure non pas en groupe familial, mais en sous-groupe familial (la zaka). Et on travaille non pas en sous-groupe familial mais en sous-sous-groupe (le groupe de travail). Peut-être était-ce jadis la zaka qui en même temps que communauté d'habitation était la communauté de travail. Ce qui se passe actuellement chez les Foulés ou Nioniosés et que nous verrons plus loin où c'est tantôt la zaka qui forme la communauté de travail et tantôt le groupe de travail qui forme cette communauté et où l'on semble évoluer du premier état de choses vers le second peut le faire supposer.

Pour le patriarcalisme il est bien net et bien établi. La famille tourne autour de l'homme et non pas autour de la femme. J'ai dit que certains indices font croire que la famille mossi, comme la famille soudanaise en général, a été jadis matriarcale à une époque très reculée. En tout cas cela n'existe plus depuis longtemps et nous avons affaire actuellement à un communautarisme ébranlé doublé d'un patriarcalisme très net.

[pp. 274-790 not processed]